



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2698
17 avril 2020
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Épidémie

L'irresponsabilité du gouvernement et du patronat



Face au coronavirus : la faillite d'une classe dirigeante

La société en crise

- Tests: Macron parle, parle, parle 3
- Les vœux du Medef: «Retrouvez-vous les manches!» 3
- Enseignement: les enfants à l'école, les parents au travail 3
- Retraites: la réforme suspendue... jusqu'à quand? 4
- Assureurs: leur métier n'est pas la charité 4
- Intervention de l'État: aider les puissants, lâcher les faibles 4
- Levée du confinement: Macron entre deux chaises 5
- Chloroquine: une polémique pour mieux cacher l'essentiel 5
- Pic et plateau: des images trompeuses 5
- Hôpitaux de Paris: de la débrouille à la colère 6
- Hôpital de Bicêtre: les revendications applaudies, pas Macron 6
- ARS - Grand-Est: le fusible a sauté 6
- Face au coronavirus: une classe dirigeante faillie 8
- Marseille: solidarité pour permettre aux enfants de manger 12
- Centre de rétention: liberté pour les sans-papiers 12
- Grand patronat: solidaires avec eux-mêmes 12

Dans les entreprises

- Gériatrie Émile-Roux et Dupuytren 7
- Ehpad: un scandale après l'autre 7
- Ehpad Jean-Baptiste-Lecornu 7
- Agents de sécurité 10
- Amazon 10
- Legrand - Limoges 10
- Toyota - Onnaing 11
- Renault CDPR - Cergy 11
- AXA 11

Dans le monde

- Afrique: une aide où la générosité n'a rien à voir 13
- Libye: pas de «trêve coronavirus» 13
- Méditerranée: les migrants abandonnés 13
- Bangladesh: manifestations pour toucher le salaire 14
- Turquie: Erdogan et le virus 14
- Pandémie: les frontières et leurs grands prêtres 14
- États-Unis: Sanders se rallie à Biden 15
- Les Noirs frappés de plein fouet 15
- Grande-Bretagne: l'incurie criminelle du gouvernement 16
- Pénurie de médicaments: la faute à la mondialisation? 16
- Inde: la politique de Modi mortelle pour les travailleurs 16

Irresponsables!

Pour «fixer un horizon» et «redonner de l'espoir», Macron se devait, paraît-il, de fixer une date de début de déconfinement: ce sera lundi 11 mai. Aucune des trois conditions nécessaires au déconfinement – relâchement de la pression sur les hôpitaux, disponibilité des masques et des tests en quantité pour isoler les malades – n'est réunie. Mais «ça va se faire», nous dit Macron.

«Ça va se faire», «demain, nous aurons des masques et des tests»... est une musique que le gouvernement joue depuis des semaines. Et certains services hospitaliers comme le personnel soignant de ville, de l'infirmière libérale à l'auxiliaire de vie, en sont toujours à manquer de masques! Sans parler des conducteurs de bus, des caissières, des livreurs et de tous les travailleurs exposés au virus.

Après trois mois de «mobilisation», nous en sommes réduits au système D, parce que, dans ce pays riche, les capitalistes ne veulent pas réellement mobiliser leurs moyens industriels pour fabriquer des masques. Et il n'est toujours pas question pour l'État de les réquisitionner!

Quant aux tests, Macron nous en promet pour le 11 mai. Mais l'hécatombe dans les Ehpad, c'est aujourd'hui et maintenant. Combien de temps et de morts va-t-il encore falloir attendre? Alors, non, il n'y a rien à attendre de ce gouvernement.

Les initiatives, le dévouement, l'ingéniosité qui ont permis de répondre à l'urgence sanitaire sont venus d'en bas, des travailleurs, des petites mains. Et cela va continuer. Alors, notre confiance doit aller au monde du travail, aux scientifiques et aux soignants, pas au gouvernement ni à la bourgeoisie.

Cela fait des semaines que les milieux patronaux trépigent devant le manque à gagner engendré par le confinement. Certains de ces messieurs se sont même fait philosophes, expliquant qu'il faut bien mourir de quelque chose... Pendant qu'ambulanciers et soignants font le maximum pour sauver des vies, une à une, d'autres restent obsédés par la poursuite de leurs affaires, leurs parts de marché et leurs profits!

Et c'est ce grand patronat qui a arraché la décision de rouvrir les crèches, les écoles, les collèges et les lycées à partir du 11 mai. Car les établissements scolaires ne vont pas rouvrir pour des raisons pédagogiques, mais pour faire de la garderie. Leur fermeture était un obstacle essentiel

à la reprise généralisée du travail. Eh bien, il est levé et, le 11 mai, tous les parents seront libres de retourner se faire exploiter!

C'est une décision grave car les gestes barrières ne pourront pas être respectés dans les écoles et cela relancera l'épidémie. Mais ne nous étonnons pas de cette précipitation, le président de la République n'a fait qu'obéir à ses maîtres!

Macron peut insister sur le respect du confinement et des règles de distanciation sociale. Il peut s'entretenir avec le corps médical et les scientifiques, mais ce n'est pas lui qui commande. La gestion sanitaire de cette crise est, comme toute l'organisation économique et sociale, entre les mains des capitalistes.

Et pour eux, comme l'a déclaré, Geoffroy Roux de Bézieux, le patron du Medef, l'heure est à la reprise. Les entreprises de l'agroalimentaire, de la chimie, l'énergie, le transport ou la distribution ont évidemment poursuivi leur activité. Mais toutes celles qui ne tournaient qu'au ralenti, sur la base du volontariat, vont remonter en charge.

Michelin redémarre aujourd'hui, Toyota le 21 avril. PSA, Renault ainsi que leur myriade de fournisseurs et sous-traitants s'y préparent. Concrètement, cela signifiera des millions de travailleurs dans la promiscuité des postes de travail et des transports publics.

Gouvernement et bourgeoisie jouent la santé des ouvriers et de leurs familles à la roulette russe et s'apprêtent à ruiner les effets du confinement pour les intérêts de la minorité richissime. Et ils prétendent incarner l'intérêt général!

Tant que l'épidémie n'est pas jugulée, seules les entreprises indispensables à la continuité de la vie sociale doivent tourner en assurant la sécurité des travailleurs. Il en va des intérêts des salariés et de toute la société!

Et préparons-nous à l'après-crise. Le Medef ne le cache pas, il nous demandera «du sang et des larmes». Et en parlant de «hara-kiri économique», il met déjà la pression sur les travailleurs pour qu'ils acceptent des efforts exceptionnels, sacrifient leurs congés et travaillent plus longtemps.

Les travailleurs ont déjà payé plus que leur part dans cette crise. Au cours des années passées, grandes fortunes et grandes entreprises ont accumulé des profits colossaux. Eh bien, qu'elles prennent là-dessus!



À tous nos amis et camarades,
 Dans cette période de confinement, *Lutte ouvrière* fera tout pour continuer à informer en défendant un point de vue communiste révolutionnaire et pour faire parvenir le journal à nos abonnés, aux vendeurs de presse et à tous nos amis.
Lutte ouvrière sera en tout cas disponible sur le site internet www.lutte-ouvriere.org à l'onglet journal.

Tests : Macron parle, parle, parle

« Testez, testez, testez » recommande l'OMS depuis le 16 mars dernier. Ce qui est une évidence car cela permet d'isoler les personnes porteuses du virus.

Dans son intervention lundi 13 avril, Macron a de nouveau promis qu'il y aurait des tests. Le 11 mai selon lui, toute personne présentant des symptômes sera testée. Mais à ce niveau-là comme pour le reste, tout manque.

Les seuls tests réellement disponibles aujourd'hui sont les tests PCR (polymérase chain reaction, en anglais, ou amplification en chaîne par polymérase), qui permettent de détecter la présence du virus dans le nez ou la gorge. Mais outre le manque de réactifs ou d'appareillages pour les réaliser, il manque d'écouvillons spéciaux pour faire les prélèvements, quand ce n'est pas de masques FFP2,

de charlottes, de lunettes ou de surblouses pour le personnel de laboratoire!

Ces tests PCR ne sont réalisés qu'en nombre fort limité, ils permettent de savoir si, au moment du prélèvement, la personne était porteuse ou non du virus. Le test n'est pas absolument fiable car il faut que le prélèvement avec l'écouvillon soit fait sur un endroit où le virus est présent.

Les tests sérologiques, eux, révèlent la présence d'anticorps dans le sang. Ils prouvent que la personne a bien été en contact avec le virus mais ils ne sont pas encore vraiment disponibles en masse. Tous les industriels du diagnostic se sont rués pour fabriquer

de tels tests et les vendre car le marché est porteur. Mais justement, l'économie de marché est un obstacle à la collaboration et au progrès. Pour chaque fabricant, l'important est que cela rapporte et chaque pays pousse ses propres industriels. La fiabilité des tests sérologiques est en cours de validation car il faut être sûr que les anticorps sont en quantité et qualité suffisante pour permettre à la personne d'être immunisée et qu'elle ne court plus le risque d'être réinfectée.

Pour les tests, c'est comme pour les masques, les dirigeants parlent, parlent, parlent. Le 18 mars, le directeur général de la santé déclarait: « Nous testons toutes les personnes fragiles, à risques, hospitalisées évidemment, mais aussi les foyers collectifs, les



résidents d'établissements collectifs de personnes fragiles ou âgées, et évidemment les professionnels de

santé. » C'est « évidemment » très loin d'être le cas... un mois après!

Étienne Hourdin

Les vœux du Medef : "Retrouvez-vous les manches!"

« La reprise c'est maintenant ! J'appelle tous les entrepreneurs qui le peuvent à reprendre dès maintenant leur activité », a déclaré le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, dans un entretien au journal *Le Figaro* le 11 avril.

À quelques jours de l'annonce prévisible de la prolongation du confinement, cela constituait déjà une provocation destinée à faire pression sur le gouvernement. Mais Roux de Bézieux ne s'en est pas tenu là, ajoutant: « Il faudra bien se poser la question tôt ou tard du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise et faciliter, en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire. » Sans surprise, le grand patronat entend profiter de la situation créée par l'épidémie pour faire accepter des sacrifices aux travailleurs.

Le gouvernement a répercuté aussitôt. « Il faudra probablement travailler plus que nous ne l'avons fait avant », afin de « rattraper » les pertes causées par la crise sanitaire, a déclaré la secrétaire d'État à l'Économie, Agnès Pannier-Runacher. « Il faudra mettre les bouchées doubles pour créer de la richesse collective », a-t-elle même insisté.

Dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, le gouvernement a permis aux employeurs d'imposer aux salariés de prendre sur leurs congés ou leurs RTT,

d'allonger jusqu'à 60 heures les horaires hebdomadaires de travail, alors qu'il y a des millions de chômeurs. Mais cela ne suffit pas au patronat qui veut préparer les esprits aux sacrifices à venir. Alors que l'épidémie continue de provoquer des centaines de morts chaque jour, cette prise de position a choqué. Même le dirigeant de la CFDT, Laurent Berger, l'a qualifiée d'indécente. Au point que quelques jours plus tard, Roux de Bézieux s'est rétracté, prétendant n'avoir pas voulu dire ça!

Pour les capitalistes, il est normal que les travailleurs paient pour relancer la production perdue et récupérer le profit envolé. Pourtant, le travail de millions d'ouvriers et d'employés a créé des richesses énormes, à l'origine de la fortune accumulée par une minorité de riches bourgeois. En prenant sur ces fortunes, il serait possible de compenser l'arrêt de l'activité causé par l'épidémie, de payer les travailleurs et d'embaucher le personnel nécessaire plutôt que d'augmenter le temps de travail. Mais cela, il faudra que les travailleurs l'imposent.

Aline Rétesse

Enseignement : les enfants à l'école, les parents au travail

Dans son allocution du 13 avril, Macron a finalement annoncé la reprise progressive des crèches, des écoles, des collèges et des lycées à partir du 11 mai.

Le président a présenté sa décision comme une mesure d'égalité, soudain soucieux de l'avenir des enfants des quartiers populaires et des campagnes privés d'outils numériques. Touchante découverte après un mois de confinement laissant les parents livrés à eux-mêmes malgré le dévouement des enseignants, et alors que le ministre de l'Éducation nationale expliquait que tout avait été parfaitement préparé.

Pour bien des parents, et même certains enfants, l'annonce de la reprise des cours a pu susciter un soulagement. Le confinement rend encore plus difficile la vie et l'apprentissage scolaire dans les appartements des quartiers populaires, quand bien souvent il y a au plus un ordinateur à se partager pour toute la famille. Bien des parents expriment en même temps leurs inquiétudes et hésitent à renvoyer leurs enfants à l'école devant les risques de contamination.

Que peut signifier la promesse de Macron de « bien protéger » les enseignants et les enfants dans des établissements qui regroupent 800, parfois plus de 1 000 élèves? Quels peuvent être les gestes barrière alors que les élèves se massent dans les couloirs, dans la queue

à la cantine, et qu'il n'y a à disposition déjà en tant normal que deux ou trois points d'eau, et encore, sans savon? Quelle distanciation dans les cars de ramassage scolaire ou dans des salles de classe où s'entassent désormais plus de 35 élèves en lycée? Même si les enfants ne développent qu'exceptionnellement des symptômes, comment s'assurer qu'ils ne contamineront pas ensuite leur famille, sans oublier le million de salariés de l'Éducation nationale soumis à des risques accrus?

Pour tenter de rassurer, le ministre de l'Éducation nationale a évoqué des rentrées décalées et la mise en place de petits groupes à l'image de ce qui se fait à

l'heure actuelle pour les enfants du personnel soignant. Mais avec quels moyens matériels et humains, qui manquent déjà cruellement en temps normal? Et qu'en est-il des projets du gouvernement, qui après avoir supprimé 2 600 postes dans les lycées et les collèges en 2019, en prévoit encore 820 de moins à la rentrée prochaine dans le secondaire, malgré 28 000 élèves supplémentaires?

Même progressive, la reprise des cours le 11 mai prochain reste largement hypothétique, et surtout lourde de dangers.

La décision du gouvernement signifie concrètement prendre le risque d'un nouveau pic épidémique. Pas pour préserver l'avenir des enfants, mais pour contraindre les parents à retourner au travail.

Gilles Boti



Retraites : la réforme suspendue... jusqu'à quand ?

Gilles Le Gendre, le président du groupe LREM à l'Assemblée nationale, a déclaré dans une interview que la réforme des retraites pourrait être mise de côté si elle empêche un « pacte républicain » de se conclure.

Les représentants du pouvoir savent très bien que la grève a été massive durant des semaines, que le mécontentement n'est pas éteint. Le soutien à la grève des transports de décembre et janvier a été très majoritaire dans la classe ouvrière. Reporter aujourd'hui

cette réforme est une façon de reculer devant le mouvement de contestation, d'autant qu'ils jugent, au vu de la situation, qu'il est plus prudent de ne plus en parler... pour un temps.

Pour l'instant, l'heure est plutôt à faire accepter de nouveaux sacrifices aux



travailleurs au nom du redémarrage économique après la crise du coronavirus. Ce que veut dire ce redémarrage est expliqué plus crûment par le président du Medef : c'est le rattrapage des pertes pour la bourgeoisie. Pour les travailleurs, il ne pourra signifier que des

conditions d'exploitation aggravées, des heures à rallonge, des repos en moins. C'est exactement à cet effet qu'ont été prises les ordonnances du 25 mars.

Pour le moment, remettre sur le tapis la réforme des retraites risquerait de réactiver la mobilisation. Ce

n'est guère opportun alors que le patronat aurait besoin d'imposer de nouvelles attaques antiouvrières. Interrogé sur la suspension de cette réforme, le président du Medef a précisé : « C'est juste une question de calendrier et de priorités. »

Thomas Baumer

Assureurs : leur métier n'est pas la charité

Avec le confinement, des dizaines de milliers de petites entreprises ou de petits commerces sont pris à la gorge et sont menacés de faillite. Ce sont parfois des petits propriétaires, travaillant aux côtés d'un ou deux salariés, voire seuls dans leur entreprise. Ce sont aussi des autoentrepreneurs qui se retrouvent depuis des semaines sans travail, et sans la possibilité de toucher les indemnités chômage.

Les compagnies d'assurances ont été sollicitées pour compenser une partie des pertes. Mais elles refusent, arguant que les pertes ne sont pas dues à des dommages matériels, mais à un arrêt d'activité lié à un motif ignoré jusqu'à présent des assureurs : les situations de pandémie.

« Si les assureurs devaient couvrir ces pertes évaluées

entre 50 et 80 milliards d'euros, il n'y aurait plus d'assureurs-dommages », a déclaré Jean-Laurent Granier, vice-président de la Fédération française de l'assurance (FFA) et PDG de Generali France. Le ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire n'a, quant à lui, pas manqué d'assurance en déclarant que « les assureurs ont déjà fait beaucoup

d'efforts ». Les sociétés d'assurances ont eu la générosité, par exemple, de ne pas résilier les contrats en cas de retard de paiement des cotisations. Elles ont honoré, c'est quand même la moindre des choses, les contrats sur les arrêts maladie ou les décès liés à l'épidémie. Au lendemain de l'intervention télévisée de Macron du 13 avril, de Perreti, le PDG d'AXA France, a annoncé que le secteur des assurances, tous groupes confondus, serait prêt à réunir un milliard pour aider les petites entreprises, avec l'appui et les apports de l'État. Pour les plus puissantes des sociétés

d'assurances, comme AXA, Generali ou Allianz, ce milliard est une goutte d'eau. La seule filiale de gestion d'actifs financier d'AXA jonglait avec près de 800 milliards d'euros avant le choc économique ouvert par l'épidémie.

Bien sûr, le PDG d'AXA Thomas Buberl s'est vanté d'avoir acheté des dizaines de milliers de masques pour les soignants, mais dans le *Journal du Dimanche*, il annonçait qu'AXA ne renoncerait pas à distribuer des dividendes, au prétexte que le groupe d'assurances ne sollicite pas d'aides publiques. Ainsi, les actionnaires toucheront leur part

des 6 milliards d'euros de bénéfices de l'exercice 2019 pendant que des petits patrons ayant assuré leur entreprise chez AXA n'auront que leurs yeux pour pleurer.

Le choc économique ouvert par l'épidémie de coronavirus risque d'être fatal à des dizaines de milliers de petits patrons ou de petits commerçants. Ils seront surtout victimes de l'économie de marché, d'un système qui transforme la société en une jungle dominée par les plus puissants des capitalistes de la finance et de l'industrie, notamment des banques et des assurances.

Boris Savin

Intervention de l'État : aider les puissants, lâcher les faibles

Au fur et à mesure que les conséquences économiques de la crise sanitaire s'aggravent, gouvernements et banques centrales rallongent leurs plans de soutien. Les ministres Darmanin et Le Maire ont fait passer de 45 à 100 milliards d'euros leur plan d'urgence. Le 9 avril, la Réserve fédérale américaine a porté le sien à 2300 milliards de dollars.

Déclenchée par l'arrêt brutal de la production et le confinement des deux tiers de la planète, la crise actuelle, comme toutes les précédentes, va être une occasion pour les gros de manger les petits, permettant au capital de se concentrer davantage, accélérant la disparition des entreprises les moins rentables et les moins productives.

L'intervention des États ne vise ni à aider les petites entreprises menacées par l'arrêt du commerce et des affaires, ni à empêcher les faillites en général.

Les ministres ne s'en cachent même pas. Agnès

Pannier-Runacher, secrétaire d'État au commerce, déclarait le 9 avril sur BFM : « L'enjeu est de soutenir les entreprises qui ont un avenir, pas celles qui, pour des raisons de gestion interne, ne fonctionnaient plus avant l'épidémie. »

Comme pour l'illustrer, la BPI, Banque publique d'investissement, vient de refuser un prêt de 12 millions aux chaussures André, rachetées en 2018 au groupe Vivarte par Spartoo. Elles ont dû déposer le bilan le 31 mars, jetant 600 travailleurs au chômage. La faillite d'André en préfigure des centaines d'autres.

Interrogé par *Les Échos*, Bruno Le Maire s'est par contre engagé à « soutenir une vingtaine d'entreprises [...] sous forme de prêts, de montée au capital ou de nationalisation », comme Air France KLM dont les avions sont cloués au sol ou encore les constructeurs automobiles PSA ou Renault, déjà massivement soutenus en 2008, dont les usines sont à l'arrêt. Les nationalisations ou les « montées au capital » envisagées par Le Maire ne sont destinées à sauver ni des emplois ni des productions utiles socialement, mais à éviter l'effondrement des actions de grandes sociétés et leur rachat à bon compte par des concurrents hostiles.

Cette politique n'est pas une question de personnalités au gouvernement. Ceux qui espèrent une intervention de l'État pour « relocaliser les productions » ou



« réguler les marchés financiers » ne peuvent qu'aller de déception en déception. Dans quelque pays que ce soit, quels que soient les partis au pouvoir, l'État est un instrument au service des bourgeois les plus puissants

et les plus influents et non au service de la population. Pour empêcher que les classes populaires paient les conséquences de la crise, il faut enlever le pouvoir à cette bourgeoisie.

Xavier Lachau

Levée du confinement: **Macron entre deux chaises**

À en croire Macron, le confinement devrait être progressivement levé à partir du 11 mai. Est-ce à dire qu'il a la certitude que l'épidémie sera éteinte et la conviction qu'elle ne redémarrera pas? Non! Sa seule conviction est que l'économie doit repartir, que les usines, l'exploitation capitaliste, et les profits qui vont avec, doivent redémarrer.

Depuis maintenant plus de trois mois, les spécialistes du monde entier le disent et le redisent: contre ce virus qui se transmet par les éternuements, la toux, les postillons et tout ce qu'ils ont souillé, alors qu'on ne connaît pas grand-chose de l'évolution de cette maladie pour laquelle on n'a encore ni traitement ni vaccin, le confinement (la bonne vieille quarantaine d'autrefois) associé aux gestes barrières, aux règles de distanciation sociale et aux masques, restent la seule parade pour éviter la propagation de l'épidémie.

Le confinement a eu quelques résultats. Le rythme de propagation du virus a ralenti, comme en témoigne la courbe du nombre

de malades hospitalisés et le fameux plateau auquel elle semble être arrivée. Mais cela ne veut pas dire que l'épidémie est jugulée pour autant. 85% des personnes contaminées par le virus ne présentent aucun signe de la maladie. Si demain, elles échappent au confinement, elles propageront le virus à d'autres, transmettront la maladie qui repartira.

C'est à ce risque que Macron expose la population quand il affirme que l'industrie, les commerces et les services redémarreront après le 11 mai et que, pour ce faire, crèches, écoles, collèges et lycées rouvriront, condition essentielle pour que les parents retournent au travail.

Tel un équilibriste,

Macron tente de jongler entre les impératifs sanitaires dictés par les conseils scientifiques et les impératifs économiques de ses maîtres du Cac 40. Il en va ainsi depuis le début de l'épidémie.

Avant de lever le confinement, il faudrait pouvoir apprécier le développement de l'épidémie. Or on ne sait même pas combien de personnes ont été touchées. On ne connaît que le nombre de ceux qui ont été positifs au test, c'est-à-dire cette petite partie de la population qui a été testée parce que malade au point d'en appeler à un médecin ou à l'hôpital.

Aujourd'hui, il faudrait pouvoir tester une grande partie de la population afin de savoir quelle fraction a été en contact avec le virus et si cette fraction est suffisante pour envisager une levée du confinement. Mais... on manque de tests!

On manque de tests diagnostiques permettant de savoir qui est porteur du virus, pour les mêmes raisons qui



ont fait qu'on a manqué de gel, de masques, de respirateurs... On manque aussi de ces tests sérologiques qui permettraient de connaître qui a été en contact avec le virus, y compris ceux qui n'ont pas manifesté de symptômes. Outre que ces tests ne sont pas encore parfaitement au point parce

qu'on ne connaît pas encore très bien les modalités de la réponse immunitaire de l'organisme à ce virus, il faut aussi les produire.

Les épidémies et la santé en général sont des choses bien trop sérieuses pour les confier à ce système économique.

Sophie Gargan

Chloroquine: une polémique pour mieux cacher l'essentiel

Depuis le début de la pandémie, il n'y a pas un jour sans que les médias parlent de la polémique sur l'utilisation de la chloroquine, ou plus précisément, de ses dérivés comme l'hydroxychloroquine, qui oppose le professeur Raoult et ses partisans à leurs détracteurs.

Raoult se sert de ce médicament ancien, utilisé en général contre les maladies auto-immunes, par exemple le lupus, chez des malades du Covid-19 sans signes cliniques graves. Il le justifie par la situation de « médecine de guerre » et l'absence d'autre traitement. Ses détracteurs récuse cet argument et demandent des preuves scientifiques de l'efficacité et de l'innocuité de la chloroquine.

Au-delà de cette dispute entre scientifiques, voilà qu'on a vu des hommes politiques s'emparer du sujet pour une publicité à bon compte. C'est le cas de Douste-Blazy, ancien ministre de la Santé de Chirac, lanceur d'une pétition pro-Raoult, « *Ne perdons pas de temps* », qui a recueilli près de 500 000 signatures depuis le 3 avril. Et Macron lui-même, qui s'est rendu à Marseille sous prétexte de prendre l'avis de Raoult, a fait ce qu'il fallait pour plaire aux soutiens du docteur marseillais.

Cette utilisation polémique d'une controverse médicale est de la basse politique. Ceux qui font mine aujourd'hui de se mobiliser sont les mêmes qui sont responsables de l'impréparation totale du pays.

Macron annonce aujourd'hui des milliards pour les hôpitaux alors qu'il leur applique l'austérité depuis son arrivée au pouvoir, ne faisant d'ailleurs que continuer la politique d'un Douste-Blazy par exemple. Celui-ci, ministre de la Santé de Chirac de 2004 à 2007, avait mis en place la tarification à l'acte (T2A) qui oblige les hôpitaux à rechercher une rentabilité maximale. Il est aussi l'auteur d'un plan d'austérité pour la Sécurité sociale de 15 milliards d'euros.

Même avec des pétitions et des visites « spectacle », un Macron et un Douste-Blazy auront bien du mal à faire oublier que les fossoyeurs du système de santé, ce sont eux!

Cédric Duval

Pic et plateau: des images trompeuses

Le Premier ministre et le directeur général de la Santé parlent maintenant de plateau haut à propos de l'épidémie et affirment que le nombre de patients en réanimation diminue. C'est une présentation pour le moins tendancieuse.

Le séjour en réanimation des patients atteints du Covid-19 est au minimum de deux semaines. À l'échelle nationale, le nombre de patients sous respirateur diminue un peu car les nouvelles entrées sont moins nombreuses que les décès. Mais il ne s'agit pas encore de patients guéris!

En Île-de-France, l'épidémie semble bien ralentir et le nombre de malades entrant à l'hôpital diminue, mais une fraction d'entre eux va encore avoir besoin de réanimation et les patients qui y sont admis sont environ 2 600, alors que la capacité initiale de lits de réanimation était de 1 500.

Les responsables politiques parlent par images et évitent soigneusement de décrire la réalité. La saturation des réanimations signifie que des patients y sont refusés, ce qui leur ôte toute chance de survie. Mais pour ceux qui accèdent à la réanimation aussi, les chances sont diminuées. Le personnel est formé à la hâte. Souvent les soignants ne se connaissent pas, car beaucoup viennent en

renfort d'autres hôpitaux. Les surblouses, les masques manquent. On doit mélanger plusieurs médicaments dans une seule seringue. Les règles d'hygiène martelées depuis des années sont brutalement abandonnées car le matériel n'est pas suffisant pour les faire respecter.

Les hôpitaux ont été entièrement réorganisés pour faire de la place aux patients atteints du Covid-19 et tout le monde se demande où sont les autres malades. Certains ont peur de venir à l'hôpital et

retardent leurs soins. Mais d'autres, mêmes cancéreux, ont vu leur chimiothérapie ou leur chirurgie repoussées malgré le risque que cela représente. Les centres d'IVG ont vu chuter le nombre de leurs patientes, qui risquent là aussi de venir trop tard. Il reste encore beaucoup d'incertitudes scientifiques sur cette maladie, sur les mécanismes par lesquels le virus attaque les organismes et sur les traitements possibles.

Par contre, c'est avec certitude qu'on peut affirmer qu'une grande partie de la mortalité actuelle est due non pas au virus mais aux économies réalisées depuis quarante ans dans le système de santé.

Jean Pollus



Matériel spécialisé apporté à la clinique de l'Estrée, à Stains.

Hôpitaux de Paris : de la débrouille à la colère

« Eh bien, on s'adapte au jour le jour. Dans mon équipe, il y a un tiers des personnes atteintes. On fait appel à du renfort d'aides-soignants d'autres services... Ça devient long et pénible. L'avantage est que nous avons énormément de dons extérieurs (chocolats, gâteaux, plateaux-repas de grandes maisons...) J'ai retiré tous mes repos pour être au plus près des équipes. » Ces mots d'une hospitalière expriment bien mieux la réalité que le discours de Macron à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP).

En effet, la solidarité vient d'en bas. Face aux manques de moyens et de protections dans les hôpitaux, on voit se développer au sein de la population de nombreux gestes de solidarité. Bricolage, couture en tout genre pour confectionner des masques, des surblouses; don de ventilateurs, bouteilles d'eau fraîche...

Tout cela, l'État aurait pu l'organiser à une autre échelle, en réquisitionnant des entreprises pour

confectionner le matériel nécessaire avec les normes en vigueur. Une preuve de plus qu'il n'est pas au service de la collectivité comme il le prétend.

D'ailleurs, le discours officiel ne change pas. Il n'est toujours pas question d'embaucher dans les services publics. « Nous pouvons penser que nous allons entrer dans une nouvelle phase où il sera utile de mobiliser un grand nombre de volontaires », s'est épanché le directeur de l'AP-HP Martin

Hirsch. Il parle de bénévoles alors que des millions de chômeurs ne demandent qu'à travailler. « À l'hôpital y a trop de travail, à l'extérieur y a trop de chômeurs, embauchez, embauchez les chômeurs », est un slogan qu'il serait temps de remettre à l'ordre du jour.

C'est d'autant plus vrai qu'en ce moment les patients Covid+ hospitalisés hors réanimation sont un peu moins nombreux. À l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, certaines salles redeviennent Covid-, se vident petit à petit ou se libèrent pour d'autres pathologies.

Pour l'instant les effectifs sont maintenus, si ce n'est que de plus en plus de missions d'intérimaires sont annulées. Or là est tout le problème : le personnel veut garder les effectifs du Covid+, car c'est ce qu'il faudrait toute l'année.

Halte aux cadences infernales !



Ce besoin s'exprime de plus en plus et il n'y a pas que l'amertume et le constat. La colère aussi se manifeste. Ainsi malgré l'interdiction des rassemblements des hospitaliers se sont fait entendre comme à Saint-Antoine, à Raymond-Poincaré, au Kremlin-Bicêtre. À Tourcoing, les soignants ont formé une chaîne de protestation et, comme l'a dit l'un d'eux, ils sont fiers « de protester, de ne pas courber la tête, c'est essentiel et c'est vital ».

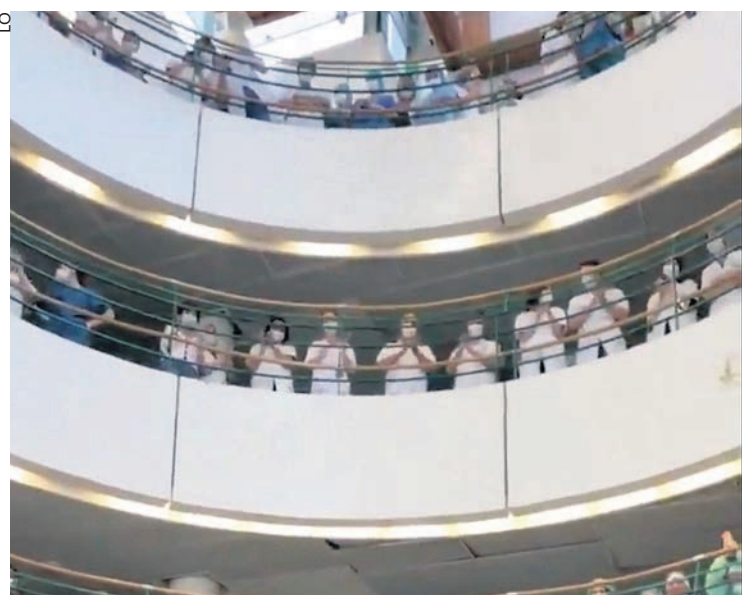
Pour la Journée mondiale de la santé le 12 avril, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs pays. À Athènes, les manifestants,

visages couverts de masques, brandissaient des pancartes réclamant des embauches, des tests de dépistage et du matériel hospitalier. À Tlemcen, en Algérie, des jeunes soignants demandant des blouses, des masques, du gel hydroalcoolique manifestaient en brandissant leur « couette » qu'ils transportent partout car ils n'ont pas de lieu où dormir.

La santé de la population laborieuse n'est pas une priorité pour les gouvernements. Le virus de la recherche du profit passe les frontières plus facilement que celui du Covid.

Correspondant LO

Hôpital de Bicêtre : les revendications applaudies, pas Macron !



Une vidéo tronquée par l'Élysée a circulé, montrant Macron et les soignants de l'hôpital de Bicêtre, dans le Val-de-Marne, applaudissant à l'unisson, lors de la visite de celui-ci le 9 avril. Le trucage a rapidement été démystifié.

En fait, c'est à l'appel d'une salariée syndiquée CGT que les présents ont applaudi, après que leur rancœur et leurs revendications ont été exprimées de vive voix.

Macron avait accompli un tour de piste dans le hall du bâtiment Barré-Sinoussi et ceux qui avaient réussi à arriver à temps pour le spectacle le racontèrent aux autres. Il avait l'air si petit, ce président, vu des balcons des étages qui surplombent le hall. Pour une fois, c'était à leur tour de le prendre de haut.

La réduction des capacités d'accueil, en lits et en effectifs de personnel, dénoncée sans relâche depuis deux ans, en psychiatrie puis aux Urgences notamment, par des manifestations d'hospitaliers, met l'hôpital en

situation d'échec face à l'épidémie de Covid-19. À Bicêtre, quasiment tous les lits sont occupés et par exemple, l'installation de lits de réanimation supplémentaires dans la salle de réveil (SSPI) du bâtiment Broca, dans des espaces mal adaptés et encombrés, avec le renfort de collègues ne pratiquant pas d'habitude cette spécialité, crée une situation anxiogène et périlleuse.

Ce sentiment d'impuissance insupportable a donc été exprimé haut et fort, le 9 avril, par une infirmière : « On aime les gens, on aime l'hôpital public. Les soignants, on est des pauvres, et demain, on peut se retrouver dans les lits, nous aussi. Et ce qu'on aimerait pour nous, on aimerait pouvoir le faire pour autrui. Et avec des manques d'effectifs, avec des

manques de personnel, on n'y arrive pas. Et nous, on rentre chez nous avec ça ». Macron a essayé de brouiller ce discours en lui coupant la parole : « C'est vrai qu'on n'a pas rattrapé quinze années de baisse du tarif hospitalier, vous avez raison [...] mais je ne prendrai pas les responsabilités pour tout ce qui a été fait avant. »

Quand une soignante a pris Macron à partie au sujet des salaires, certains médecins présents lui ont demandé, en vain, de se taire. Ce n'était pas le moment, d'après eux. Mais c'est précisément au moment où les possédants profitent de la situation pour soutirer à l'État tous les milliards possibles que les soignants doivent se faire entendre, eux aussi!

Correspondant LO

ARS – Grand-Est : le fusible a sauté

Après avoir déclaré le 3 avril que le plan de suppression de lits et d'emplois au CHRU de Nancy serait maintenu, le directeur de l'ARS (Agence régionale de santé) du Grand-Est, Christophe Lannelongue, a été limogé par le Conseil des ministres du 8 avril.

Les propos de ce directeur, en pleine crise sanitaire, avaient provoqué un tollé général et bien hypocrite chez certains. En effet, ce plan, arrêté en juillet dernier, prévoyait 174

fermetures de lits et 598 suppressions de postes. Il s'inscrivait dans le cadre d'un projet du CHRU et était la contrepartie d'investissements de l'État. La ministre Agnès Buzyn

en avait fait l'annonce le 29 janvier dernier à Nancy et tout le monde, y compris le maire Laurent Hénart, président du parti de droite Mouvement radical, allié de LREM, s'en était réjoui.

Mais alors qu'avec l'épidémie de Covid-19, les discours, sinon les actes, ont changé, parler de suppression de postes ou de lits est évidemment malvenu. Le même maire de Nancy comme le gouvernement,

qui se réjouissaient de ce plan en janvier, ont trouvé insupportable qu'on en parle en avril et le haut fonctionnaire a été débarqué. On est en pleine hypocrisie!

Lannelongue ne va pas se retrouver au chômage, que l'on se rassure: ce haut fonctionnaire qui a fait partie des cabinets et directions ministérielles socialistes depuis 1988 va atterrir à l'inspection générale

des affaires sociales, l'IGAS.

Pour le remplacer, le gouvernement a nommé Marie-Ange Desailly-Chanson qui était depuis 2015 inspectrice générale à la même IGAS. En 2018, elle a participé à une mission d'évaluation de la situation du CHRU de Nancy... qui a accouché du fameux plan! Cela s'appelle changer les têtes pour ne rien changer.

Étienne Hourdin

Hôpitaux Émile-Roux et Dupuytren : la grande misère de la gériatrie

Émile-Roux à Limeil-Brévannes, dans le Val-de-Marne et Dupuytren à Draveil, dans l'Essonne, sont deux hôpitaux de l'AP-HP spécialisés en gériatrie. Ils accueillent plusieurs centaines de patients. Avant même le déclenchement de l'épidémie, la situation était de plus en plus difficile à cause des suppressions de postes et de lits.

À l'hôpital Dupuytren, les premières semaines de la crise sanitaire ont été marquées par l'improvisation. Le matériel indispensable n'était pas là, ou délivré au compte-gouttes. Aujourd'hui encore on gère la pénurie, les masques sont contingentés, les FFP2 manquent et ne sont délivrés facilement que dans quelques services... quand ce ne sont pas des stocks périmés depuis plusieurs années!

La direction ne veut pas que cette situation s'ébruite, surtout à l'extérieur. À l'intérieur elle s'enferme dans les bureaux par crainte de

rencontrer le virus... et le personnel mécontent qui voudrait demander des comptes.

La première semaine d'avril, il y a eu 20 décès sur les 80 patients testés positifs à l'hôpital, et une cinquantaine de soignants testés positifs! Et ce qui est insupportable pour les soignants «en première ligne», c'est de voir des cadres déguisés en soignants avec charlottes, masques FFP2, blouses adéquates alors que les soignants en contact avec les malades, eux, doivent courir après.

La direction, par l'inter-

médiaire de sa hiérarchie, insiste lourdement pour que les soignants tiennent leur poste de travail; ainsi une fièvre dont on sait que, même bénigne, elle peut être un indicateur du virus, n'est pas un motif suffisant pour un arrêt de travail!

Ce sont les soignants qui se préoccupent d'avoir des nouvelles de celles et ceux qui sont malades et hospitalisés. Quant aux cadres, beaucoup d'entre eux ne se préoccupent de la santé des salariés que s'il s'agit de faire pression pour qu'ils

rejoignent leur poste de travail.

Quant à l'hôpital Émile-Roux, on y compte déjà 20 décès de patients, et une vingtaine de soignants testés positifs. Là aussi il y a une pénurie de masques et hors du secteur Covid, il n'y a que deux masques chirurgicaux par jour et peu ou pas de FFP2. Il est impossible de savoir qui est porteur du virus, car les tests sont faits après que des symptômes se sont manifestés! Ainsi entre-temps, chacun peut contaminer patients comme soignants.

Dupuytren reçoit des malades de l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, où ils n'ont pas trouvé de place. Il dispose de respirateurs, mais il y a pénurie d'appareils de réanimation.

Dans ces deux hôpitaux de gériatrie, le personnel est réduit à faire ce qu'il peut, dans une situation catastrophique dont la responsabilité, encore dénoncée à l'automne dernier lors des manifestations du personnel soignant, incombe au gouvernement actuel et à ceux qui l'ont précédé.

Correspondant LO



Lors d'une grève des salariés d'Émile-Roux contre le plan Hirsch.

Ehpad : un scandale après l'autre

Environ un tiers des établissements hospitaliers pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) sont des établissements à but lucratif. Ce sont des investissements rentables, au point qu'ils sont présentés comme un « or gris » dans les milieux financiers. Profit oblige, ces Ehpad ont souvent encore moins de personnel que les autres.

Cette situation n'est pas nouvelle et elle avait déjà été mise en lumière lors de la canicule de 2003, qui avait fait 15000 victimes. Depuis, il y a eu beaucoup de discours et de larmes de crocodile mais très peu de changement.

L'épidémie du Covid-19

montre une nouvelle fois l'état déplorable d'une grande partie de ce secteur. Les personnes âgées ont été enfermées dans leurs Ehpad, coupées de leur famille. Cela aurait pu les protéger si on avait repéré et évacué immédiatement les

premiers malades. Mais on a le plus souvent refusé de les hospitaliser et beaucoup d'Ehpad se sont transformés en véritables incubateurs pour la maladie.

Le personnel, pas assez nombreux et sans équipement, a probablement disséminé lui-même le virus. Officiellement, mais «selon des chiffres partiels» plus de 5000 personnes sont déjà mortes dans les Ehpad. À Paris, la mairie vient de décider de tester tout le personnel et les résidents. Les premiers résultats montrent un taux de contamination de 15% dans un Ehpad où on a déjà recensé 21 décès. Du coup, les malades vont enfin être séparés des autres. Une partie des Ehpad privés de la capitale refusent ces tests. Tout laisse à penser que la situation y est encore pire.

L'hécatombe qui se produit dans les Ehpad va faire scandale... comme en 2003. Pour que la situation se modifie enfin il faudrait y embaucher massivement à des salaires corrects et souvent revoir leur conception sur le plan sanitaire. Cela est complètement incompatible avec la recherche du profit par les capitalistes qui, en investissant dans ce secteur, n'étaient nullement motivés par le bien-être des personnes âgées dépendantes.

Jean Pollus

Ehpad Jean-Baptiste-Lecornu : une catastrophe impossible à dissimuler

Il aura fallu l'annonce publique le 5 avril de trois décès de coronavirus parmi les 85 résidents de l'Ehpad Jean-Baptiste Lecornu de Flers, dans l'Orne, pour que des mesures soient prises au niveau de l'ensemble de l'établissement.

Les seules mises en œuvre jusque-là, avaient été le 12 mars l'interdiction des visites des familles sur décision gouvernementale, puis le confinement de tous les résidents dans leurs chambres, sans test préalable. Autrement dit, on a confiné le virus dans l'Ehpad en même temps que les résidents, dont certains étaient déjà malades.

À la date du 12 avril, on dénombrait six morts. Les salariés, une soixantaine au total, et les résidents ont été testés en urgence. Huit membres du personnel et 17 résidents ont été détectés positifs. Dans la foulée, la résidence a été séparée en deux zones, sans communication entre elles. Tout a été fait dans l'urgence, sans préparation.

Jusqu'à l'annonce des trois premiers décès, on a laissé les soignants et les agents de service, équipés de masques, dans l'ignorance de la gravité de la situation et des risques qu'on leur faisait

prendre, pour eux, pour les résidents et pour leurs familles.

Dans un communiqué, le maire a déclaré: «Nous sommes restés discrets aussi longtemps que possible pour que le personnel soignant puisse travailler en paix mais le climat est devenu de plus en plus difficile à gérer.» Cela sonnait faux alors que, chaque jour et depuis plusieurs semaines, des reportages dans tous les médias décrivent la catastrophe sanitaire dont sont victimes, entre autres, les résidents et les salariés des Ehpad.

Aujourd'hui, les équipes ont été renforcées. Des infirmières interviennent en plus, dans des secteurs et à des moments où elles n'étaient pas présentes habituellement. Elles sont et seront indispensables, y compris lorsque le virus sera vaincu, tant les effectifs sont dramatiquement insuffisants toute l'année.

Correspondant LO



SERGE D'IGNAZIO

Face au coronavirus : une classe dirigeante faillie

Le confinement et ses impératifs amènent ceux qui se revendiquent des idées communistes révolutionnaires à trouver les moyens de continuer à propager leurs idées et d'agir en adaptant leurs méthodes aux circonstances.

Circonstances créées par la propagation rapide d'un virus jusque-là inconnu, mais dans une situation marquée par la pénurie de produits élémentaires pour la prévention comme le gel hydroalcoolique ou les masques. Pénurie aussi dans les hôpitaux, des respirateurs aux produits anesthésiants de base tels que le curare et jusqu'aux surblouses du personnel soignant. Tout le système hospitalier s'est retrouvé dans l'impréparation au moment de faire face à une pandémie inconnue, après des années d'affaiblissement résultant d'une politique voulue, imposée par la bourgeoisie à ses serviteurs politiques des gouvernements successifs : course à la rentabilité, soumission des hôpitaux à la finance, réduction continue des lits et des effectifs.... Tout ce qui a poussé le personnel des hôpitaux ou des Ehpad à se mobiliser pendant des mois.

Il apparaît évident que ladite crise du coronavirus va se prolonger et la fin du confinement repoussée, étalée, fractionnée. Macron vient de fixer au 11 mai le début d'un processus de déconfinement. Même si cette date sera difficilement tenue, le fait de l'indiquer vise surtout à dégager les obstacles devant une reprise de l'activité des grandes entreprises, réclamée à grands cris par les représentants du grand patronat. Même les nécessités pédagogiques évoquées pour

justifier l'ouverture partielle des écoles cachent mal la préoccupation de « libérer » les parents de la charge des enfants, afin qu'ils puissent aller se faire exploiter.

La pandémie va être relayée par la crise économique qui a déjà commencé. Celle-ci ne date certes pas de l'apparition du coronavirus ! Mais la crise du coronavirus aura été le facteur déclenchant de son aggravation brutale.

Épidémie et contorsions gouvernementales

Ce qui va se passer pendant les semaines et peut-être les mois qui viennent dépend tout à la fois de l'évolution de la pandémie qui échappe pour le moment aux scientifiques, mais aussi de l'interprétation que le gouvernement en fait.

Ce qui caractérise sa politique est une attitude schizo-phrénique qui l'amène à des contorsions, afin d'obéir aux souhaits du grand patronat tout en essayant de ménager l'opinion publique.

La volonté du grand patronat et des gros actionnaires vient d'être exprimée par Roux de Bézieux : il faut redémarrer au plus vite la machine à profit. Nombre d'entreprises poursuivent la production, y compris de marchandises inutiles voire nuisibles, malgré le confinement. Celles qui ont fermé un moment, ont manifestement la volonté de remettre au travail leurs ouvriers. PSA

en France en est un cas symbolique. Les grands trusts de l'automobile aux États-Unis poussent dans le même sens. Coronavirus ou pas, les lois du marché, la concurrence continuent et pour les plus grands fauves du capitalisme, la période et ses incertitudes offrent des opportunités. Il serait naïf de s'étonner qu'ils veuillent s'en servir en faisant payer leurs travailleurs. S'il y a une permanence dans l'histoire du capitalisme depuis qu'il s'est imposé comme mode de production dominant, c'est bien cela.

Quant à la pression de l'opinion publique, elle se manifeste de façon contradictoire, par un relâchement par rapport au confinement et, dans le sens contraire, par les réactions des milieux scientifiques. Le gouvernement est déchiré entre la pression du patronat et celle de ces milieux, qui désapprouvent ses demi-mesures, ses tergiversations et, surtout, son incapacité de fournir aux soignants le matériel dont ils ont besoin. Les deux conseils scientifiques qui ont été mis en place avec des fonctions différentes, servent de paravent au gouvernement pour justifier ses décisions. Il n'a pas envie d'assumer la responsabilité politique d'une démission collective de ces conseils, dont le bruit circule.

Les activités politiques de Lutte ouvrière

C'est dans ce contexte que se situent les activités politiques de Lutte ouvrière. Il ne faut pas faire passer à l'arrière-plan, ni négliger et encore moins oublier notre activité spécifique sur le terrain de la lutte de classe et

du communisme révolutionnaire. Militer sur le terrain associatif est fort estimable, et nous avons beaucoup de respect pour ceux qui le font, et cela ne date pas seulement d'aujourd'hui. Mais participer aux Restos du cœur ou à Droit au logement n'est pas militer pour la construction d'un parti communiste révolutionnaire. Fort heureusement, des milliers de personnes sont amenées spontanément à donner de leur temps et de leurs forces pour des activités sociales bénévoles.

Là encore, la crise du coronavirus agit comme un révélateur. Il y a dans le monde du travail des trésors d'initiative, d'imagination, de volonté d'œuvrer pour le bien de la collectivité. Ce sont des trésors enfouis, des initiatives étouffées ou brisées par la bourgeoisie et son État, par sa structure sociale hiérarchisée du haut contre le bas. La direction de la société est monopolisée par la classe sociale dont les intérêts sont aux antipodes de ceux de la collectivité. Elle insuffle à toute la société l'individualisme, le chacun pour soi qui pourrissent la vie sociale. Le propre des révolutions est de libérer la créativité des exploités. Nos convictions de révolutionnaires sont largement fondées sur tout cela. Cela peut se manifester, spontanément, dans d'autres circonstances et faire surgir des attitudes de militant. Mais, en revanche, hors de périodes révolutionnaires, justement, il y a infiniment moins de femmes et d'hommes pour continuer à maintenir déployé le drapeau de l'émancipation sociale et continuer à

en faire avancer la cause.

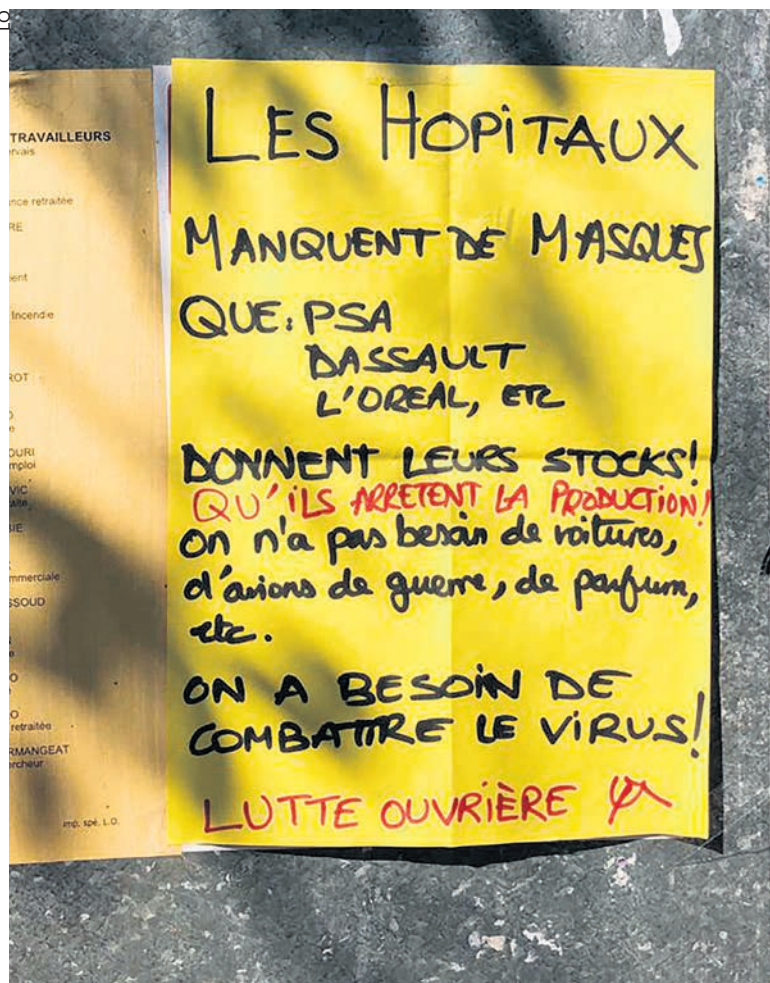
Il est important de continuer le combat qui est le nôtre en nous donnant les moyens de le faire de façon adaptée aux contraintes du confinement. Il y a là un vaste champ pour les initiatives en utilisant les multiples possibilités des instruments de communication modernes. Sur le fond, ce n'est cependant pas une question technique. Avec plus ou moins de difficultés en fonction de la période et des rapports de force entre les classes, le mouvement ouvrier révolutionnaire est toujours parvenu à faire cheminer ses idées, en dernier ressort pour cette raison qu'elles expriment les intérêts de classe de la majorité exploitée.

Continuer à le faire est d'autant plus important que, devant l'incurie du gouvernement, un nombre de travailleurs plus grand qu'en temps ordinaire se pose des questions et cherche des réponses. Il est important qu'ils aient un autre son de cloche que celui de la presse bourgeoise ou des médias tenus par l'État, pour comprendre que l'incurie n'est pas seulement celle du gouvernement mais celle de toute l'organisation sociale basée sur la propriété privée des moyens de production, la course au profit et l'exploitation.

La pandémie et le confinement pour y répondre dans un contexte de pénurie due au fonctionnement capitaliste de l'économie auront été le facteur déclenchant de la crise, mais aussi un moyen de l'occulter dans une large mesure. Le coronavirus aura été ce qu'a été l'effondrement boursier du fameux Jeudi



Les hospitaliers dans la rue contre le gouvernement Macron le 14 novembre 2019.



noir du 24 octobre 1929. Et à en juger par le point de vue d'un certain nombre d'économistes, totalement incapables d'approfondir la cause fondamentale de la crise mais qui ont des éléments pour la constater, ce qui se produit déjà sous nos yeux est pire qu'à l'époque.

Le quotidien *Les Échos* titrait à la Une du 7 avril « Économie : un choc historique » et affirmait en sous-titre, « *La croissance française sera la plus faible depuis 1945, selon Bruno Le Maire* », puis « *Beaucoup d'économistes estiment désormais que le PIB baissera de plus de 5% cette année, soit deux fois plus qu'en 2009* », ou encore « *Le virus va faire plonger 68 pays en récession en 2020* ».

Aux États-Unis le chômage a augmenté de 10 millions de chômeurs, et tout cela en l'espace d'une quinzaine de jours ! Une brutalité sans précédent même en 1929. On sait que les statistiques sur le chômage sont partout largement fausses, et en particulier aux États-Unis. Des économistes affirment que l'indice du chômage est passé, en une quinzaine de jours, d'un peu moins de 4% par rapport à la population active à près de 10%. Les chiffres sont faux, mais l'évolution qu'ils indiquent est catastrophique.

Signalons en passant que la crise qui indique l'effondrement d'un certain nombre d'entreprises capitalistes se traduit aussi par le renforcement d'autres. Si certaines seront ruinées, d'autres font des progrès fantastiques. On en a déjà un aperçu avec la façon dont profitent de la crise des

sociétés telles que les géants capitalistes de la distribution ou Amazon, Netflix et bien d'autres. L'effondrement en revanche dans les domaines du tourisme, du transport aérien et même, dans une certaine mesure, dans la filière automobile (sous-traitants surtout) conduira à des bouleversements dans le rapport des forces entre grands fauves du capitalisme impérialiste. La seule certitude est que les plus puissants sont infiniment plus près d'avaloir les moins puissants que l'inverse.

Les périodes de crise sont celles où le mode de production capitaliste résout les problèmes qui résultent de la course anarchique au profit. C'est le moment où se rétablit, après coup et dans la douleur et les souffrances, l'équilibre entre les capacités productives de l'économie et les besoins solvables. C'est là où l'économie capitaliste se débarrasse de ses branches mortes pour concentrer le grand capital entre toujours moins de mains.

Intensification des luttes de classes

Par quelles conséquences politiques se traduira cet effondrement ? La seule chose qu'on peut en dire est qu'elles seront considérables, mais aussi qu'elles sont imprévisibles. Déjà sous prétexte de lutte contre le coronavirus, les frontières se sont fermées et le mythe de l'Union européenne sombre dans la confrontation des « égoïsmes nationaux », c'est-à-dire des intérêts disparates des États. Toujours sous ce prétexte de

lutte contre le coronavirus, il y a une évolution générale vers l'autoritarisme des régimes politiques. Les pays d'Europe centrale n'ont certes que peu de poids dans l'évolution du monde capitaliste, mais ils ont souvent constitué dans le passé des indications sur l'évolution du reste. Un Orban, en Hongrie, vient de se donner le droit de gouverner par ordonnances pour une période illimitée.

Les éléments politiques et humains d'une évolution dans le sens autoritaire peuvent s'appuyer sur la montée des idées les plus rétrogrades, au nom de la religion ou pas.

Mais, parallèlement, réapparaît le spectre de la lutte des classes. L'intelligentsia réformiste social-démocrate, faussement naïve et plus faussement encore humaniste, découvre que la classe ouvrière existe, comme le montre par exemple un article du *Monde* du 2 avril. Cette « découverte » sert en général de justification aux réformistes de toute obéissance pour ressortir le vieux fatras social-démocrate, et pour faire des offres de service à la bourgeoisie. Le chroniqueur du *Monde* titrait sa chronique du 10 avril : « *L'après Covid-19 : à gauche toute ?* », pour affirmer doctement : « *Les recettes avancées pour lutter contre la pandémie appartiennent à la famille social-démocrate.* »

Il est impossible de deviner quelles seront les forces politiques dont la bourgeoisie disposera lorsque les réactions de mécontentement, pour le moment éparses, se traduiront par des mouvements sociaux, c'est-à-dire par l'intensification de la lutte de classe. La classe qui se mettra en branle la première sera-t-elle la classe ouvrière ou telle ou telle catégorie de la petite bourgeoisie dont on perçoit le désespoir montant face à l'étranglement de ses affaires ? Pour le moment, si on sent le mécontentement, voire la colère s'exprimer parmi les travailleurs ici ou là, ce qui semble dominer est l'inquiétude pour l'avenir et le « y en a marre » du confinement. Au point de pousser certains à être volontaires pour reprendre le travail quand les contraintes de l'inactivité pèsent plus que la peur de la contamination.

Une classe dominante faillie

Quelle sera l'attitude de la grande bourgeoisie ? Fera-t-elle le choix de la « carotte » réformiste et étatique, ou celui du « bâton » d'un régime autoritaire ? Le choix d'endormir les classes opprimées par des promesses ou celui de tenter de les briser ?

Elle fera probablement les deux, simultanément ou successivement.

Les expériences du passé nous aident à raisonner, mais pas du tout à prévoir. Les gouvernements nationaux d'Europe négocient des plans pour relancer l'économie. Ils n'ont pas besoin de se consulter sur la volonté largement partagée d'arroser de milliards le patronat. Mais qui financera ? Ce sera les classes exploitées, c'est une certitude, mais ce qui est commun aux gouvernants ne règle pas les bras de fer entre États. L'entente qui vient d'être bricolée entre États européens pour « mutualiser » les lignes de crédit pour relancer l'activité n'est pour le moment qu'une déclaration d'intentions. Si elle se réalise, elle se traduira par le fait que les puissances impérialistes d'Europe seront « plus mutualisées » que d'autres, au détriment des pays de la partie pauvre de l'Union.

La caisse grande ouverte devant le grand patronat ne suffira sans doute pas. Les États auront alors recours aux nationalisations. Cette « revendication », le dirigisme étatique, si prisée par les réformistes, surtout de variante stalinienne – un parti comme La France insoumise s'en pose en successeur, de manière plus ouvertement réformiste – toutes les bourgeoisies savent y recourir lors des guerres. Les lois du marché et de la concurrence ne suffisent pas à certaines périodes pour défendre les intérêts généraux de la bourgeoisie nationale, quand ils ne se retournent pas contre eux. Pour le moment, même les États-Unis, pays du capitalisme le plus libéral, découvrent un certain étatisme social, dans les discours au moins.

En France, il y a une plus ancienne tradition en la matière. Que l'on songe à l'attitude de la bourgeoisie au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, par crainte d'une vague révolutionnaire après la guerre. Le gouvernement a déjà pris des mesures

qu'il appelle sociales (paiement par l'État du chômage partiel, report de la réforme des retraites, etc.). Insuffisantes pour pallier les conséquences de la crise sanitaire pour les travailleurs, ces mesures coûtent. La bourgeoisie pour le moment semble accepter que ces mesures soient financées par la création monétaire, c'est-à-dire par la fabrication en grand de fausse monnaie. Il n'est pas dit que, si le mécontentement de la petite bourgeoisie se transforme en colère et lui en donne les moyens, elle ne choisira pas des méthodes plus violentes.

Jouer aux devinettes n'a pas de sens. Il faut que celles et ceux qui se retrouvent dans les idées du communisme révolutionnaire soient capables de faire face à l'intensification de la lutte de classe. Qu'ils gardent leur boussole politique qui résulte des expériences de deux siècles et plus du mouvement ouvrier révolutionnaire. Il faut qu'ils le fassent sans impatience, sans gauchisme, sans prendre leurs désirs pour la réalité. Nul ne sait quand notre classe se lancera dans le combat et personne n'a le pouvoir de provoquer les montées révolutionnaires. Mais il faut s'y préparer.

Il faut que nous soyons capables de résister aux vents contraires, au cas où la bourgeoisie choisirait l'autoritarisme accru ou la violence, et au cas où la situation lui fournirait les moyens, les forces sociales pour l'imposer. Plus important encore : si la classe ouvrière se met en mouvement il faut que le courant communiste révolutionnaire soit capable de défendre son programme et d'en convaincre les masses ouvrières afin qu'elles se donnent les moyens de pousser leur combat jusqu'au bout, jusqu'au renversement du pouvoir de la bourgeoisie et à son expropriation.

La classe privilégiée faillie incarne le passé de l'humanité, pas son avenir.

Georges Kaldy

Après l'épidémie, Quelle place pour le capitalisme ?



Agents de sécurité : la colère monte

Début avril, deux agents de sécurité sont morts du Covid-19. L'un, âgé de 57 ans, faisait partie des 52 agents de sécurité de l'hôpital d'Amiens. L'autre, qui avait 58 ans, travaillait à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, pour le groupe Samsic, dont un autre salarié, responsable de la sécurité d'un centre commercial à Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, est décédé le 20 mars. Au total, selon la CGT, au moins huit agents de sécurité sont morts depuis le début du confinement.

En France, plus de 174 000 agents de sécurité travaillent dans les aéroports, les hôpitaux, les banques, les commerces, les bâtiments publics, souvent douze heures d'affilée. En pleine épidémie, ils n'ont pas de moyens de protection à la hauteur des risques qu'ils encourent, eux qui sont en contact direct avec la population. Dans les hôpitaux, ils se déplacent beaucoup, de la loge d'entrée aux parkings, mais aussi parfois au sein des services, pour gérer des

patients violents. À l'hôpital d'Amiens, ils n'ont pas eu de masques pendant les quatre premières semaines de confinement; ils en ont désormais, mais déplorent de ne pas avoir de charlottes, gants, lunettes et surblouses comme les soignants. Dans les aéroports, ils fouillent les bagages, palpent les voyageurs, passent autour des corps leur détecteur d'explosifs. Alors que certains ont réclamé des masques, la direction du groupe ADP (ex-Aéroports de Paris) leur



À l'hôpital de Saint-Quentin, il y a quelques mois.

a répondu que ce n'était pas une obligation et leur a proposé « un autre système de palpation »: au lieu de palper les gens face à face, les palper par derrière!

Ça et là, la colère commence à s'exprimer. La CGT prépare un dépôt de plainte contre la société Fiducial Private Security, dont 39 salariés sont atteints du Covid. Elle l'accuse de les avoir mis en danger alors qu'ils travaillent sur des sites où ils sont obligés de s'approcher

des visiteurs pour vérifier leur attestation, parfois pour prendre leur température. Au siège de la Banque postale, à Paris, des agents de sécurité font circuler une pétition pour demander une prime de risque de 1 000 euros. Par ailleurs, jeudi 9 avril, à l'usine Lesieur de Coudekerque-Branche, dans le Nord, treize agents de sécurité et agents d'entretien ont fait grève. Employés par le prestataire de services Atalian, ils exigent

ensemble de toucher la prime de 30 euros par jour, versée par Lesieur aux ouvriers.

Les sociétés de sécurité sont de grands groupes qui font des bénéfices florissants sur le dos de milliers, parfois de dizaines de milliers de salariés payés au smic. Mais comme pour tous les capitalistes, la santé de leurs profits passe avant celle des travailleurs.

Julie Lemée

Amazon : rien de bon à attendre de la direction

À l'entrepôt Amazon de Brétigny-sur-Orge dans l'Essonne, quatre cas de contamination ont été confirmés, et jeudi 1^{er} avril, un travailleur est entré en réanimation. Mais malgré l'inquiétude générale, la direction fait travailler tout le monde comme si de rien n'était, ou presque.

Amazon a beau avoir promis de n'assurer que les commandes essentielles, les travailleurs ne constatent pour l'instant aucune réduction de l'activité. La plupart des commandes concernent encore des produits de loisirs comme des DVD, ou des jeux vidéo, dont le caractère vital est pour le moins discutable.

Côté mesures barrières, la direction s'est contentée de dispenser à tous les salariés une formation d'une heure sur les gestes de sécurité à respecter pour limiter la contamination. Elle rappelle à tout le monde de se laver les mains et de respecter les distances, mais elle force tous les jours des centaines de salariés à travailler dans un entrepôt aux allées étroites, sans même se donner la peine de fournir à tous des masques ou du gel hydroalcoolique.

À l'entrée, les travailleurs doivent faire la queue pour une prise de température. Ainsi, avant de démarrer le travail, tout le monde doit attendre en file indienne sans pouvoir respecter le mètre de distance nécessaire.

Pour limiter les contacts

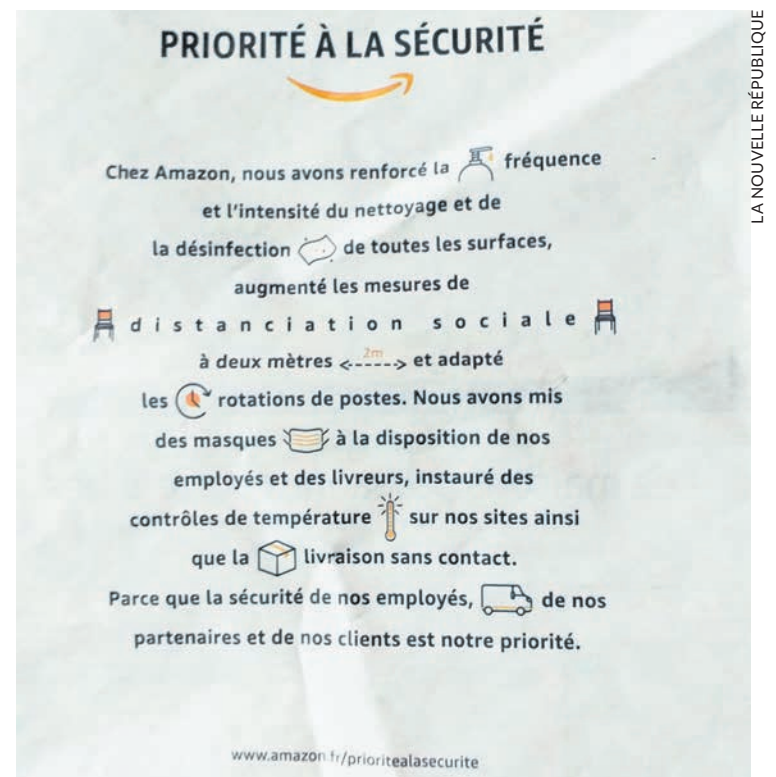
entre les différentes équipes, la direction fait terminer le travail 20 minutes plus tôt. Cela ne change vraiment pas grand-chose quand on sait qu'à Brétigny-sur-Orge, il y a de toute façon plusieurs centaines de salariés par équipe.

Comble du mépris, on peut être sanctionné si on est surpris à serrer la main d'un collègue! Comme si le problème était l'irresponsabilité des travailleurs et pas

celle de la direction qui met leur vie en danger.

Le 6 avril, l'inspection du travail a envoyé une mise en demeure à cinq sites d'Amazon France – dont celui de Brétigny – leur enjoignant de respecter les règles de sécurité. Il a suffi de quelques jours pour que trois de ces mises en demeure soient levées, Amazon ayant soi-disant « mis les sites en conformité ». Les motifs justifiant cette dernière décision restent très vagues, mais une chose est sûre: les travailleurs ne doivent pas se fier à la bonne volonté de la direction et du gouvernement.

Correspondant LO



Une publicité d'Amazon.

Legrand – Limoges : faire des profits, nécessité vitale ?

À partir du 13 avril, le travail devait reprendre pour environ 200 travailleurs du siège social du groupe Legrand et de ses usines de production de matériel électrique pour le bâtiment de Limoges. La direction qui, depuis le 17 mars, voulait faire reprendre, « coûte que coûte » le travail, a mis plusieurs semaines pour arriver à faire signer un accord de flexibilité par les trois syndicats, CFTD, FO et CGC.

Au prétexte d'éviter le chômage partiel, la direction veut imposer de nouvelles conditions de travail, et ce jusqu'à fin décembre 2021. L'accord impose le vol de congés et de RTT, la flexibilité du temps de travail entre 0 et 48 heures par semaine. Et, comme si cela ne suffisait

pas, dès le travail repris, les travailleurs devront rattraper quatre jours non effectués sur cinq.

À propos du Covid-19, sans surprise, la protection des travailleurs est très loin des préoccupations des dirigeants. Pour preuve, il a fallu de nombreuses

négociations pour obtenir la mise à disposition de deux masques par personne et la prise de température à l'entrée de l'entreprise! Il reste à savoir comment sera assurée la sécurité sanitaire dans les ateliers de production, où les pièces passent forcément de main en main et d'un poste à l'autre.

La vraie préoccupation des dirigeants est d'être prêts pour l'assemblée générale des actionnaires du 27 mai. Il faut pouvoir leur dire que les dividendes seront payés et que, comme ils l'ont déclaré sans fard au journal *Les Echos*, la

capacité du groupe à « protéger sa rentabilité et son cash-flow » sera assurée.

Il n'y a aucune nécessité vitale de reprendre la production: sur le site d'Esther par exemple, les produits fabriqués sont principalement destinés au Moyen-Orient pour des activités hôtelières et tertiaires.

Quant aux 2,5 milliards d'euros déjà versés aux actionnaires entre 2010 et 2018, ils permettraient de payer intégralement tous les salaires et les charges fixes en attendant que l'épidémie soit jugulée!

Correspondant LO

Toyota - Onnaing : la reprise sans les travailleurs, ce ne sera pas possible !

Le 11 avril, la direction de Toyota annonçait à la presse et en réunion de CSE que la reprise du travail à l'usine d'Onnaing aurait lieu le 21 avril, et ce, de manière obligatoire, pas au volontariat, et avec l'aval des autorités gouvernementales.

Il aurait été urgent de produire 35 000 véhicules déjà commandés... alors que le parking des expéditions déborde de milliers de voitures et que les concessions automobiles sont fermées ! Il fallait aussi démarrer au plus tôt la production du nouveau modèle de la Yaris.

La CGT de l'usine avait voté contre cette reprise et les autres syndicats refusé de prendre part au vote.

Mardi 14 avril, au lendemain de l'intervention de Macron annonçant la prolongation du confinement jusqu'au 11 mai, en réunion de la Commission santé-sécurité et conditions de travail (CSSCT),

la direction présentait aux syndicats les mesures de sécurité prévues : deux masques chirurgicaux par jour, une bouteille de 100 ml de gel hydroalcoolique, des visières pour les postes où l'on travaille les uns sur les autres, la suppression des restaurants, des machines à café, des vestiaires, des micro-ondes, des frigos et des fontaines à eau. La CGT n'a pas validé les mesures présentées au CSSCT, en refusant d'être complice de la rupture anticipée du confinement opérée par Toyota.

Dès mardi 14 au matin, la direction demandait aussi que les chefs téléphonent pour dire à chaque ouvrier



que la reprise du 21 avril était obligatoire, que ceux qui ne voulaient pas revenir avaient le choix entre un arrêt maladie prescrit par le médecin traitant, ou un pointage en absence injustifiée pouvant conduire au licenciement.

Autant dire que pour les ouvriers qui reçoivent ces appels, cela ne passe pas et qu'il y a de nombreuses protestations.

Rien ne justifie, à part les profits de Toyota, de faire prendre à des milliers de salariés le risque de se regrouper dans une usine pour produire des voitures et de risquer d'accélérer la propagation du virus. Ce serait aller à l'encontre de toutes les recommandations des soignants qui répètent que le confinement est actuellement encore le seul moyen d'éviter d'augmenter significativement le nombre de contaminations, alors que les hôpitaux sont saturés ou au bord de la saturation.

Alors que bien des travailleurs de la santé ou de l'aide à la personne manquent de masques,

Toyota annonce aussi disposer de 50 000 masques chirurgicaux et qu'il pourrait en distribuer 50 000 par semaine aux travailleurs de l'usine pour produire des voitures.

La direction ne peut faire croire qu'il n'y aurait aucun risque à s'entasser à 1 500 par équipe dans une usine qualifiée de « compacte » par Toyota lui-même. Le refus de reprendre la production le 21 avril est très largement partagé par les travailleurs, y compris par les 1 400 en CDD, à qui la direction promet pour le coup quelques dizaines de contrats en CDI. Elle n'a pas encore gagné la partie.

Correspondant LO

Renault CDPR - Cergy : les commandes "urgentes" ont bon dos

Depuis le 17 mars, le plus important centre de pièces de rechange Renault en Europe, le CDPR, tourne avec une activité réduite. Face à l'attitude irresponsable et méprisante de la direction le mécontentement grandit parmi les ouvriers.

Alors que l'épidémie de Covid-19 gagnait tous les jours du terrain et alors que des ouvriers du site montraient des symptômes, le leitmotiv de la direction avait été de s'accrocher coûte que coûte au maintien de l'activité. Aucune mesure de protection ou même de distanciation sociale n'avait été prise. Le samedi 14 mars était même un jour travaillé et deux jours plus tard, la direction déclarait que, au vu des récents problèmes liés au changement du système informatique (WMS), il n'était pas question pour elle, à nouveau, de risquer de perdre des parts de marché.

Obligée de changer son fusil d'épaule face à une pression générale en faveur du confinement, la direction a pris quelques mesures de protection. Elle a même fait miroiter une prime afin de s'assurer de disposer d'un nombre suffisant d'ouvriers prêts à former une équipe. Elle justifie l'activité en

mettant en avant la nécessité de fournir les garagistes en pièces dites urgentes dont elle laisse entendre qu'elles serviraient à réparer des ambulances et autres véhicules indispensables à la lutte contre l'épidémie. Mais personne n'est dupe sur le fait que sous couvert d'urgence, la direction veut surtout refaire son stock.

C'est le recul sur la prime

promise qui nourrit aujourd'hui le sentiment de s'être mis en danger pour rien. Et les récentes attaques de Renault sur les congés alimentent le mécontentement. La direction met en avant l'idée d'une reprise progressive de l'activité à partir du 20 avril, en jurant ses grands dieux que tout sera prévu pour assurer une sécurité totale. Mais aux yeux de tous, elle a montré qu'elle serait toujours prête à mettre les travailleurs en danger pour pouvoir continuer son business de la pièce détachée.

Correspondant LO



AXA : télétravail et vol de RTT

AXA est un groupe de banque-assurance, une multinationale du Cac 40. Son chiffre d'affaires se mesure en plus d'une centaine de milliards d'euros et ses bénéfices en milliards.

La quasi-totalité des salariés est en télétravail depuis le début du confinement. Le travail continue à se faire comme auparavant. Plusieurs fois par semaine, et parfois chaque jour, se tiennent des réunions de service en audioconférence. Le travail à faire est attribué et chacun reçoit les appels des assurés via un logiciel de l'entreprise. Les connexions à l'ordinateur permettent à l'entreprise de voir les horaires et le temps de travail effectués. Chaque semaine, une vidéo du PDG remercie les employés de la continuité de l'activité. Ceci ne l'a pas empêché, avec le Comité exécutif, deux jours après la publication des ordonnances sur la loi d'urgence sanitaire, de décompter,

suivant les services, entre 5 et 10 jours de congés payés, RTT, ou compte épargne temps sur le mois d'avril, autrement dit de les imposer.

La direction met en avant la baisse d'activité. Ainsi, par exemple, il y a moins d'accidents de voiture car la population ne circule quasiment plus. Mais cela fait aussi moins de dossiers à indemniser alors que les cotisations continuent à rentrer. Il n'est pas sûr qu'AXA y perde même avec la diminution de nouveaux contrats.

AXA doit prendre sur ses profits pour maintenir les salaires sans voler les jours de repos du personnel.

Correspondant LO

Marseille : solidarité pour nourrir les enfants

Depuis plusieurs semaines à Marseille, des professeurs des écoles et des parents d'élèves se mobilisent pour fournir des denrées alimentaires aux familles les plus précaires de leurs écoles.

Avec la fermeture des écoles à partir du 16 mars, près de deux mille écoliers ne peuvent plus bénéficier d'un repas gratuit à la cantine, et des milliers d'autres enfants de repas à demi-tarif. C'était pourtant pour beaucoup d'entre eux le principal repas de la journée.

Leurs parents sont des sans-papiers, des travailleurs extrêmement précaires ayant perdu un petit boulot non déclaré, ou qui faisaient quelques heures dans la restauration. D'autres encore n'ont pas réussi à réactualiser leurs droits à la CAF ou au RSA avec la fermeture des guichets. Ils se retrouvent brutalement sans ressources, les mesures de confinement n'ayant fait qu'aggraver leurs difficultés de tous les jours. Et avec la fermeture

des marchés les moins chers comme celui de Noailles ou celui des Puces, ils n'arrivent plus à s'approvisionner.

Face à l'inaction de la mairie centrale, les parents et les enseignants des écoles où sont scolarisés les enfants des familles les plus pauvres ont pris les choses en main. Habités à agir ensemble, notamment pour manifester contre la vétusté des écoles, ils ont organisé des cagnottes sur Internet, ainsi que des collectes de dons alimentaires et de produits d'hygiène de première nécessité. Des militants associatifs se sont joints à eux pour assurer la distribution de paniers devant des écoles du 3^e arrondissement, l'un des plus déshérités de Marseille.

La presse locale ayant rapporté ces actions, Gaudin, toujours maire de la



CATHERINE WALGENVITZ

Une école marseillaise.

ville, s'est engagé le 8 avril à faire verser aux familles bénéficiant de la gratuité de la cantine 100 euros par enfant et par mois. Mais ce n'est pas encore fait, et surtout il a fallu attendre

trois semaines après le début du confinement pour qu'il daigne réagir, alors que ses services savent tout de ces familles et de leurs problèmes. Comme le disait l'un des enseignants en

dénonçant l'inaction de la mairie comme de l'éducation nationale: «*Ils parlent de continuité pédagogique, mais ils laissent les enfants crever de faim.*»

Correspondant LO

Grand patronat : solidaires avec eux-mêmes

Renault, Suez, Michelin, Sodexo et d'autres : les dirigeants de plusieurs entreprises ont annoncé une baisse de leur rémunération, affichant une prétendue solidarité avec les salariés mis en chômage partiel.

À l'heure où le gouvernement veut faire payer la crise au monde du travail, où des millions de travailleurs se voient imposer une baisse de salaire de 16%, où il aide le patronat à imposer des semaines de 60 heures et la suppression de repos et de congés payés, il serait malvenu que celui-ci étale sa fortune et son opulence. Ainsi, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a fait mine de conditionner la prise en charge par l'État du chômage partiel au non-versement des dividendes et à la baisse du salaire des dirigeants, qui devrait représenter, selon la secrétaire d'État à l'Économie, 25% de la rémunération totale.

L'Association française des entreprises privées (AFEP), qui dit représenter les intérêts des 113 plus grandes entreprises françaises, l'a bien entendu et a appelé ses adhérents à suivre ce bon conseil. Son président, Laurent Burelle, également dirigeant de l'équipementier automobile Plastic Omnium, a lui-même baissé temporairement d'un quart son salaire de 89 826 euros annuel. Il se contentera de toucher, avec les membres de sa famille, les 30 millions d'euros de dividendes auxquels il n'a par contre pas renoncé.

Le PDG du groupe Kering, François-Henri Pinault, fils de François, toucherait 960 000 euros au lieu de 1,2 million en 2020 et abandonnerait une partie de sa

rémunération variable, estimée entre 1 et 2 millions. Mais avec 25,5 milliards de dollars de fortune personnelle, il a de quoi voir venir.

Florent Menégau, le président de Michelin ne percevra, lui, pendant deux mois que 25% de son salaire fixe estimé en 2018 à 554 672 euros annuels. Il dit aussi renoncer à une partie de la part variable dudit salaire de 2019, versée en 2020, et qui, pour 2018, se montait à 668 479 euros. Il n'a rien dit par contre d'éventuelles stock-options ou autres revenus qui font toujours partie de la rémunération des grands patrons. Les membres du conseil de

surveillance de Michelin ont, eux, annoncé reverser 25% du montant leurs jetons de présence à diverses fondations. Sans doute cela sera-t-il dégrevé d'impôts. Quant à Bertrand Camus, le PDG de Suez il renoncera à un quart de ses 750 000 euros annuels de salaire, de même que les membres du comité exécutif du groupe. L'argent ainsi économisé sera généreusement reversé à l'institut Pasteur et à l'Unicef, via la fondation Suez. Une bonne publicité, avec en prime une ristourne fiscale: coup double.

Il n'est évidemment pas question pour ces patrons riches, pour ces multinationales assises sur un tas d'or, de compléter à 100% le salaire des travailleurs en chômage partiel. Cela serait pourtant la moindre des choses.

Jacques Le Gall

Centre de rétention : liberté pour les sans-papiers

Dans la nuit de samedi 11 à dimanche 12 avril, les 47 personnes retenues au centre du Mesnil-Amelot en Seine-et-Marne se sont révoltées. Elles ont jeté leurs matelas dans la cour et ont refusé de dormir une nuit de plus dans leurs cellules, où les conditions de confinement ne sont pas respectées.

Les migrants retenus au Mesnil-Amelot ont tenu bon toute la nuit. Au matin, la police les a fait rentrer dans leurs cellules à coups de matraques et de gaz lacrymogène. Une demi-douzaine d'entre eux ont été conduits au commissariat. Comme dans tous les autres centres de rétention, la promiscuité est la règle. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été le transfert à l'infirmerie d'un homme sans-domicile fixe, qui présentait tous les symptômes du Covid-19.

Au centre de Vincennes, un migrant géorgien, malade et en détresse respiratoire, a été finalement évacué, après qu'une association a appelé le ministère de l'Intérieur. Dans ce centre, plusieurs autres cas ont été déclarés. Une plainte pour mise en danger de la vie d'autrui a d'ailleurs été déposée par cette même association.

Sur le territoire, il reste aujourd'hui 152 personnes sans papiers détenues dans des centres de rétention. Et cette situation est d'autant plus révoltante que les préfetures n'ont absolument plus les moyens de les expulser étant donné que le trafic aérien est à l'arrêt. Le président de la Cimade déclare même : «*Dès lors qu'on ne peut plus expulser, il n'y a aucune raison de maintenir en rétention. C'est même contraire à la loi.*» Leur détention apparaît donc de plus en plus pour ce qu'elle est: abusive, arbitraire et punitive.

Toutes les associations de défense des sans-papiers exigent leur libération immédiate des centres de rétention. Cet emprisonnement, déjà insupportable en temps normal, est aujourd'hui criminel.

Aline Urbain

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 207 (avril-mai 2020):

- L'activité militante communiste au temps du coronavirus
- Le coronavirus et la mondialisation
- Guerre et chaos en Syrie: l'impérialisme à la manœuvre
- Haïti: la population sous la menace d'une dictature des gangs armés au profit des classes dominantes
- Comment le grand capital échappe toujours plus à l'impôt
- Annexe: Élections municipales: communiqué du 15 mars les résultats de Lutte ouvrière

Prix: 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,88 euro.

Afrique : une aide où la générosité n'a rien à voir

Dans son discours lundi 13 avril, Emmanuel Macron a proposé d'annuler la dette des pays africains. Ces propos vont plus ou moins dans le même sens que ceux des dirigeants du Fonds monétaire international, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, il y a cependant loin de la coupe aux lèvres.

Le 8 avril le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, annonçait ainsi fièrement un plan d'aides à l'Afrique de 1,2 milliard d'euros. Décoré par des organisations humanitaires, il s'est avéré que celui-ci consistait en 150 millions d'euros de dons et en un milliard de nouveaux prêts, qui vont de fait augmenter la dette.

L'Union européenne a promis de son côté 17 milliards d'aides, sans en préciser pour l'instant les modalités. Un économiste africain

exprimait son scepticisme dans le journal *Les Échos* du vendredi 10 avril : « *Le diable est dans les détails. Il faudra voir les conditions et les modalités de versement. S'il y a bien une aide dont les montants décaissés sont très faibles par rapport aux montants annoncés, c'est bien celle de l'Union européenne jusqu'ici.* » « *Le flux de décaissement, c'est-à-dire l'aide réellement déboursée, est en général inférieure à 20%* », ajoutait-il.

Mais même l'aide qui parvient réellement aux

pays africains est depuis toujours récupérée par les trusts qui y opèrent, par le grand patronat local et est détournée au profit de leur clan par les dirigeants africains. Les aides apportées en 2014 au moment de l'épidémie d'Ebola n'ont pas vraiment amélioré la situation dans les hôpitaux, qui restent sous-équipés, ni pour les médicaments qu'il est très difficile de se procurer, ce qui fournit un marché de choix aux charlatans de toutes sortes.

Quant à l'annulation de la dette, là aussi, il faut voir la réalité derrière les déclarations. Les institutions internationales sont surtout favorables à un gel de cette dette pour, disent-elles, faire face à la catastrophe économique que serait en Afrique le développement de l'épidémie,



et aussi aux révoltes populaires qui pourraient en résulter.

La dette des pays africains a doublé en dix ans pour atteindre aujourd'hui 343 milliards de dollars. Elle est insoutenable pour ces pays aux économies dont la fragilité est encore accentuée par la chute du cours des matières premières et les conflits armés. Même si cette dette était momentanément supprimée, elle ne

tarderait pas à réapparaître, car elle découle du mécanisme même des rapports entre les pays impérialistes et les pays les plus pauvres de la planète.

La population d'Afrique ne peut certainement pas compter sur les prétendus généreux donateurs des pays impérialistes pour faire face à l'épidémie et aux ravages qu'elle peut faire en se développant.

Daniel Mescla

Libye : pas de "trêve coronavirus"

L'apparition du coronavirus n'a pas ralenti la guerre en Libye. À Tripoli, assiégé depuis un an, la population se débat entre les bombes et le manque d'eau.

Le 21 mars, une trêve dite « coronavirus » avait été acceptée par les deux armées qui s'affrontent. Elle n'a pas été plus respectée que les précédentes, les deux parties se rejetant la responsabilité de l'avoir rompue. Les troupes du général Haftar, soutenues par l'Égypte, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, et plus discrètement par la France, accusent des militaires turcs, alliés au gouvernement de Favez el-Saraj, assiégé dans la capitale, d'être à l'origine de la reprise des combats.

La population de la ville, déjà soumise aux bombardements aériens et aux tirs d'artillerie ou de missiles, doit désormais faire face à un nouveau fléau. L'eau est coupée et les habitants essaient comme ils peuvent de se débrouiller pour en trouver, pendant le bref intervalle de temps que leur laisse le couvre-feu instauré de 14 heures à 7 heures du matin. À l'origine de ce désastre, on trouve une tribu alliée de Haftar qui a fermé un réservoir d'eau pour obtenir la libération de ses miliciens emprisonnés. Dans ces conditions, les mesures contre le coronavirus, qui touche désormais le pays, sont totalement inapplicables pour deux millions d'habitants.

La situation est tout aussi dramatique pour les migrants qui ont échoué à traverser la Méditerranée et ont été ramenés dans les camps des milices libyennes. C'était le cas d'un millier d'hommes, de femmes et d'enfants au mois de janvier. La crainte d'un développement fulgurant de l'épidémie dans leurs rangs s'ajoute maintenant à la privation de liberté, aux tortures et au racket dont ils étaient déjà victimes.

Les pays impérialistes, et la France en premier lieu, sont responsables du drame qui se déroule aujourd'hui en Libye. Ce sont eux qui ont complètement déstabilisé le pays par leur intervention militaire en 2011. Ils ont ensuite contribué à le précipiter dans une guerre sans fin, attisant les rivalités régionales, armant les protagonistes et se rangeant dans un camp ou dans l'autre suivant les bénéfices qu'ils espéraient en tirer sur le plan pétrolier.

En s'abattant sur des populations affaiblies par la guerre ou les migrations, le coronavirus pourrait faire des ravages. Ce sont les grandes puissances qui portent la responsabilité de cette situation.

D. M.

Méditerranée : les migrants abandonnés

Depuis le 6 avril, l'Alan-Kurdi affrété par l'ONG allemande Sea-eye, seul navire humanitaire à poursuivre encore les sauvetages de migrants en Méditerranée, est en mer avec 156 personnes à bord, migrants trouvés en grand danger sur des embarcations à la dérive.

Deux opérations successives avaient permis de les recueillir, après que les passagers avaient dû, en se jetant à l'eau sans le moindre gilet de sauvetage, fuir les tirs venant d'un navire sous pavillon libyen. Plus tard, l'Alan-Kurdi avait recueilli des personnes en détresse qu'un pétrolier voisin avait refusé de sauver, arguant de son obligation à demeurer en cas d'accident à proximité d'une plateforme pétrolière.

L'équipage humanitaire et les migrants, originaires du Bangladesh, de Syrie, du Tchad et du Soudan, dont certains en état de choc ou d'hypothermie, attendent à présent d'être autorisés à débarquer. Malte et l'Italie ont déjà fait connaître

leur refus, motivé par des « urgences de santé publique dans leur pays ». Néanmoins, le 10 avril, les autorités de La Valette ont secouru, puis placé en quarantaine, les 67 passagers migrants d'une embarcation. D'autres auraient appelé à l'aide par téléphone, mais sont-ils parmi ceux qui ont pu accoster le 12 avril à Pozzello, au sud de la Sicile, ou ont-ils péri en mer, comme plusieurs ONG le redoutent ? Les responsables de la protection civile italienne affirment en tout cas que des structures de quarantaine vont être installées pour y confiner ces réfugiés, avant de leur appliquer « les procédures habituelles ».

Car pendant que l'Alan-Kurdi était en

réparation, sans qu'aucun autre navire humanitaire ne patrouille, des centaines de personnes ont continué à tenter la traversée, fuyant leur sort de damnés et les garde-côtes libyens, qui leur promettent à coup sûr un autre enfer. Des ONG chiffrent à 85% le pourcentage de migrants déclarant avoir subi des actes de torture en Libye durant les sept dernières années.

Dépendant du bon vouloir des navires de commerce ou de pêche qui croisent dans la zone, et menacés de sévices d'État, de passeurs ou de truands en Libye, les femmes, les hommes, les enfants qui fuient la misère et la guerre sont avant tout abandonnés par la politique inhumaine des puissances capitalistes qui ferment leurs frontières, et livrés aux termes d'un accord financier sordide aux sbires libyens, et cela bien avant l'épidémie.

Viviane Lafont



L'Alan-Kurdi repartant en Méditerranée fin mars.

Bangladesh : manifestations pour toucher le salaire

Au Bangladesh, des milliers d'ouvrières et ouvriers des usines de confection des villes de la périphérie de Dacca ont manifesté en bloquant carrefours et voies rapides. Le 12 avril, ils étaient plus de 20 000 dans les rues et le 13 avril, à nouveau 5 500.

Ils réclamaient de leurs employeurs, les propriétaires des usines produisant la « fast fashion » pour les grandes enseignes occidentales de distribution de vêtements, H&M, Walmart, Tesco, etc., le paiement de leurs salaires, de mars, parfois même de février et janvier.

En raison de l'arrêt des commandes de ces capitalistes de la distribution, les propriétaires des usines de Gazipur, Narayanganj, Ashulia ou Savar, où l'immeuble de Rana Plaza s'était effondré en avril 2013, provoquant la mort de près de 1 200 travailleurs, ont cessé de payer les salaires et jeté dehors une grande partie des salariés.

La crise du coronavirus sert cette fois de prétexte aux employeurs, car c'est

bien souvent que les salaires, déjà extrêmement bas, tardent à être versés, certains patrons ayant pour habitude de payer en plusieurs fois, et parfois avec deux mois de retard, selon une manifestante. La trésorerie nécessaire au versement des salaires, non seulement les bourgeois bangladais pourraient la sortir de leurs coffres, mais ils peuvent aussi la réclamer aux capitalistes d'Europe et d'Amérique du Nord qui profitent depuis des années du travail à bas coût, environ 60 euros par mois pour les adultes, donc de l'exploitation féroce des travailleurs et enfants du pays.

Les autorités locales auraient pourtant, affirment-elles, consenti 590 millions de dollars



Dacca, le 13 avril.

de prêts aux usines d'exportation de vêtements afin qu'elles versent les salaires. Mais les salariés jetés à la rue n'en ont pas vu la couleur, et n'ont renoncé, pour toute compassion, que la matraque policière.

Tenter d'imposer le confinement à ces travailleurs pauvres n'est qu'une vaste hypocrisie, tant leurs conditions de vie et leurs salaires

au jour le jour leur imposent de chercher de quoi nourrir leur famille. « Nous n'avons pas le choix, proteste un des manifestants. Nous mourons de faim. Si nous restons à la maison, nous pouvons nous sauver du virus. Mais qui nous sauvera de la famine ? » Une autre précise : « Les travailleurs migrants ne peuvent pas renvoyer leurs enfants dans les villages car tous les services de

transport sont interrompus. Nous mourons de faim avec nos enfants si nos salaires ne sont pas payés. »

Le prétexte avancé par les employeurs est d'autant plus grossier que, dans certaines usines textiles restées ouvertes pour fabriquer des EPI (équipements de protection individuels) et des masques, les salaires n'ont pas été versés non plus.

Viviane Lafont

Turquie : Erdogan et le virus

En Turquie, le premier mort par Covid-19 a été annoncé le 15 mars. Dès cette date le confinement a été décrété, mais uniquement pour l'enseignement, pour les plus de 65 ans, puis deux semaines après pour les moins de 20 ans (sauf pour ceux qui travaillent) avec interdiction totale de sortir.

Depuis cette date il y a eu 1 200 morts et 57 000 personnes infectées dans le pays. L'opposition a reproché au gouvernement de ne pas étendre le confinement à la majorité de la population comme en Italie ou en France, des critiques qui commençaient à avoir un écho dans la population. En réaction Erdogan et ses proches ont annoncé le vendredi 10 avril à 22 heures un confinement total de 48 heures, donc pour le week-end de minuit à minuit dans 31 grandes villes, sans cependant en avertir les municipalités concernées. Les deux courtes

heures le permettant ont vu alors une ruée incroyable vers les commerces : des conditions idéales pour la propagation du virus !

Dès le lendemain samedi de fortes réactions se sont fait sentir. Le gouvernement n'ayant aucune explication valable, le ministre de l'Intérieur a dû porter le chapeau et annoncer sa démission. Pourtant le Premier ministre avait indiqué précédemment que le confinement avait été mis en place dans le cadre des « instructions de notre président ».

Au final Erdogan a refusé cette démission. En fait, depuis le début de l'arrivée

du virus en Turquie, la guerre entre Erdogan et l'opposition passe avant la guerre contre l'épidémie. La majorité de la population continue à travailler et les petits commerces n'ont pas d'injonction de fermer, mais une bonne partie se trouvent en difficulté. C'est l'occasion qu'a saisie le gouvernement pour lancer un appel à les soutenir financièrement. Mais lorsque l'opposition, à travers les municipalités, a lancé une campagne du même genre, le gouvernement a interdit cette campagne et de plus a bloqué tous les comptes bancaires concernés.

Quand Erdogan se sent menacé, sa priorité est son maintien au pouvoir et le combat contre le virus passe après...

Julien Silva

Pandémie : les frontières et leurs grands prêtres

Comme un acide, la pandémie révèle ce qui est inefficace, pourri, dépassé dans l'organisation sociale. Elle ronge de façon particulièrement cruelle les discours automatiques et mille fois répétés des dirigeants politiques.

Quelle que soit l'occasion, l'heure et le lieu, ces dirigeants en appellent systématiquement à l'âme nationale, au génie de « leur » peuple, à son courage et à son histoire, discours stéréotypés dans lesquels il n'y a, précisément à changer que l'épithète nationale. Et chacun naturellement, de Trump à Macron, de Johnson à Netanyahu de promettre que les frontières resteront hermétiquement closes pour préserver le peuple élu, chacun le sien, du virus et des périls venant de l'étranger.

Ces discours ne sont pas seulement ridicules à l'heure où le virus est présent sur la planète entière, à l'intérieur comme à l'extérieur de frontières bien incapables de l'arrêter. Ils sont de plus stupides car de Paris à New York, les hôpitaux publics sont peuplés de médecins étrangers, de soignants immigrés et d'agents d'entretien venus du bout du monde, parfois même sans papiers. Ainsi, le Premier ministre britannique, démagogue nationaliste de profession, dit devoir la vie à un infirmier portugais. En Israël, les citoyens arabes, cibles des attaques

politiques du gouvernement, représentent un tiers des médecins et une proportion encore plus grande des soignants des hôpitaux publics. Dans les équipes qui font fonctionner les hôpitaux, en France ou ailleurs, qui, si ce n'est des politiciens attardés, demande à voir les cartes d'identité ? La diversité des origines est aussi la règle parmi les travailleurs qui effectuent les tâches indispensables, d'ordinaire invisibles, aujourd'hui félicités, hier en butte aux campagnes xénophobes.

De même que le virus ne connaît qu'une seule espèce humaine, ceux qui le combattent forment une seule classe travailleuse à l'échelle de la planète. Dans cette lutte les appels incongrus aux prétendues caractéristiques nationales remplacent ou s'ajoutent aux incantations religieuses sorties du fond des âges, transe chamanique, flagellants du temps de la peste, pardon bigouden, bénédiction urbi et orbi. Encore les anciens y avaient-ils recours en l'absence de connaissances scientifiques permettant de connaître la réalité.

Paul Galois



Aéroport d'Ankara.

États-Unis : Sanders se rallie à Biden

Le sénateur Bernie Sanders, qui avait cru dans ses chances de remporter la primaire du Parti démocrate avant de subir récemment des revers électoraux, s'est finalement effacé au profit de Joe Biden.

Indépendamment du développement de l'épidémie qui rend presque impossible la poursuite de cette succession de votes État par État s'étalant sur plusieurs mois, le Parti démocrate se rassemble donc derrière Biden. Ce politicien a occupé pendant 36 ans un siège au Sénat et a été le vice-président d'Obama durant huit années. À tort ou à raison, ces dernières semaines, Biden a été perçu par l'électorat démocrate comme le

candidat le plus à même de remporter l'élection de novembre face au président sortant des États-Unis, le républicain Trump.

Avec son étiquette socialiste, Sanders est apparu durant la campagne des primaires, désormais close, comme le candidat le plus à gauche du très large spectre politique rassemblé dans le Parti démocrate, l'un des deux partis de la grande bourgeoisie américaine. Mais c'est tout relatif,

Sanders étant un admirateur de Roosevelt qui avait sauvé les banques et le capitalisme américain de la faillite lors de la crise de 1929.

Son programme comprenait certes l'augmentation des impôts pour les milliardaires et l'instauration de taxes sur la spéculation, supposées freiner les pires penchants de la finance, sans toutefois remettre en cause la propriété des capitalistes. Et comme en 2016, sa campagne a mis en avant la gratuité des études supérieures dans un pays où beaucoup d'étudiants doivent s'endetter pour payer leurs frais scolaires. Cela lui a donné une incontestable popularité dans les universités.

Par contre lorsqu'il s'adressait aux travailleurs, Sanders leur parlait de protectionnisme et de revenir sur les traités commerciaux internationaux, ce qui absout la bourgeoisie américaine de sa responsabilité. Le « socialisme » de Sanders le rattache en fait à ce qu'on appelle en Europe la social-démocratie, autrement dit une gestion du capitalisme agrémentée de quelques mesures sociales, du moins dans les périodes de plus en plus rares où le patronat estime en avoir les moyens. Ce n'est que comparé aux autres candidats démocrates qu'il apparaissait comme plus préoccupé des inégalités sociales.

Finalement, la campagne de Sanders et son soutien à Joe Biden vont permettre au Parti démocrate d'espérer les voix des électeurs les plus à gauche, en ravivant l'illusion que son retour au pouvoir en novembre pourrait entraîner un changement pour les classes populaires.

Face à la crise économique, qui a précipité dans le chômage des millions d'entre eux en quelques semaines, il faudra aux travailleurs des États-Unis bien autre chose que ce type de discours électoral pour faire respecter leurs droits et leurs intérêts de classe.

Lucien Déroit

Les Noirs frappés de plein fouet

Aux États-Unis, les habitants des quartiers noirs, comme celui du Bronx à New York l'ont constaté : le nombre de malades et de morts est considérable.

New York ne communique pas de statistiques sur ce sujet. Mais l'État du Michigan indiquait le 2 avril que, pour une proportion d'habitants noirs de 14 %, 33 % des cas de coronavirus et 41 % des décès concernent des Afro-Américains. À Chicago, 23 % des habitants sont des Noirs et ceux-ci représentent 58 % des décès.

Et il est très probable que ces chiffres soient même minorés par rapport à la réalité, parce que tous les enregistrements statistiques ne comportent pas l'appartenance ethnique et parce que tous les Noirs pauvres n'arrivent pas jusqu'à l'hôpital où ces statistiques sont tenues.

Ce n'est pas une fragilité génétique qui explique la surmortalité des Noirs, mais le fait qu'ils font partie des classes pauvres et particulièrement opprimées de ce pays.

La majorité d'entre eux vit dans des logements insalubres, bénéficie rarement d'une assurance santé, ce qui les dirige vers un système de soin au rabais. Les Afro-Américains doivent se contenter des emplois les plus exposés, dans le nettoyage notamment, et ils prennent plus que d'autres les transports en commun, etc.

Le virus qui frappe de plein fouet les Noirs aux États-Unis, c'est celui de la pauvreté dans le pays le plus riche du monde capitaliste.

Jacques Lequai



QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal. Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Grande-Bretagne : l'incurie criminelle du gouvernement

Les deux articles ci-dessous sont adaptés du mensuel *Workers' Fight* (n° 112, avril 2020), édité par nos camarades britanniques du groupe du même nom (UCI).

Au 14 avril, le pays compte plus de 12 000 morts du Covid-19 recensés dans les seuls hôpitaux, et 700 à 900 décès supplémentaires chaque jour, l'augmentation désormais la plus rapide en Europe.

« Restez chez vous, protégez le NHS [système national de santé], sauvez des vies », répète le gouvernement. Eh oui, le public est invité à « protéger » le NHS, plutôt qu'à l'utiliser. Que faire d'autre, vu son

état de délabrement avant même l'épidémie ? Depuis 2010, les gouvernements conservateurs ont procédé à des coupes claires. Le NHS compte 45 000 postes non pourvus de médecins et d'infirmières. Et maintenant, alors que l'épidémie n'a pas encore atteint son pic dans le pays, il est sous une pression insoutenable.

Connaissant cette situation, et négligeant les mesures de l'Union européenne contre la pandémie,

le Premier ministre Boris Johnson aurait voulu différer l'augmentation prévisible des cas graves, espérant que cela aiderait le NHS à y faire face. Il y avait plusieurs façons de faire cela. [...] Cela aurait impliqué une augmentation importante des dépenses publiques et surtout de l'organisation, mais rien qui soit hors de portée pour le cinquième pays le plus riche au monde.

Cela n'a pas été fait. Pendant les six premières semaines de l'épidémie, Johnson s'est refusé à imposer des mesures sociales préventives, en redoutant

les effets pour l'image de son gouvernement et pour l'économie. Il a défendu son approche comme étant « à l'écoute de la science ». Mais cette « science » était basée sur la fameuse idée de « l'immunité de troupeau » qu'un conseiller du gouvernement avait défendue le 9 mars. Il n'y avait alors que cinq morts. [...]

Cette politique était criminelle. [...] Ce n'est que le 23 mars que Johnson a instauré un confinement, toujours partiel et non obligatoire. Quatre jours plus tard, lui et son secrétaire à la Santé étaient testés

positifs au Covid-19, apportant au public la preuve que leur stratégie n'était pas basée sur la science, mais sur un dangereux mépris. Johnson a maintenant surmonté la maladie, grâce au personnel de l'hôpital qui l'a accueilli, et qu'il s'est senti obligé de remercier, en particulier ces travailleurs étrangers qui font fonctionner les hôpitaux et que les conservateurs prennent régulièrement pour cible. Quant à la population britannique, elle continue de payer le prix fort de son incurie.

Workers' Fight

Inde : la politique de Modi face au Covid-19, mortelle pour les classes laborieuses

Comme on pouvait s'y attendre, la priorité de Modi dans sa réponse à la pandémie a été de protéger les profits capitalistes, tout en méprisant les besoins des plus pauvres. Le gouvernement a donc mis en place un plan de prêts avantageux pour les entreprises, un moratoire sur les remboursements d'emprunts pendant trois mois et des exemptions fiscales. Mais pour la classe ouvrière, les conséquences du plan gouvernemental sont désastreuses.

Après que Modi eut annoncé le confinement, y compris la fermeture du réseau de chemins de fer, le 24 mars, les usines et les chantiers ont fermé. Ayant perdu leur seule source de revenus, de nombreux travailleurs des banlieues industrielles de Delhi ne pouvaient plus payer leur loyer ou acheter de la nourriture. Des centaines de milliers d'entre eux, originaires des campagnes, ont quitté la ville pour y retourner et essayer d'y vivre du travail agricole. Comme les gares et les dépôts de bus étaient fermés, quelque 600 000 de ces travailleurs ont marché jusqu'à leur village, parfois distant de centaines de kilomètres. Ce voyage a coûté la vie à au moins 50 d'entre eux.

Quand cette politique est devenue un scandale dans les médias et que, dans plusieurs villes, des travailleurs ont manifesté pour exiger des transports, les autorités ont fourni quelques bus. Cela a conduit des milliers de personnes à affluer vers les gares routières, créant ainsi les conditions idéales pour une propagation du virus. La police les frappait avec ses matraques, soit pour les forcer à faire demi-tour, soit pour les entasser dans des bus dont le nombre était insuffisant. Quant au gouvernement, il a expliqué que les travailleurs avaient « paniqué sans raison » et

dit qu'ils bénéficieraient désormais d'un « soutien psycho-social »!

En dépit du confinement, le gouvernement a soutenu que les secteurs de la logistique, des mines et de l'acier étaient... « essentiels », amenant ainsi des milliers de salariés à se regrouper sur leurs lieux de travail ! Certaines mines ont même menacé de les licencier s'ils ne se présentaient pas. Les entreprises ont saisi l'occasion pour supprimer des emplois, tout en réduisant parfois de 70 % les salaires des ouvriers restants et en



Confinement en Inde.

dégradant leurs conditions de travail et de contrats.

Pour couvrir sa gestion calamiteuse de la situation, le régime essaie maintenant de faire de l'épidémie un enjeu communautariste. Avec l'aide des médias, il montre du doigt une réunion organisée par une secte musulmane à Delhi, au motif qu'un certain nombre des participants ont été contaminés. Comme si cela pouvait être

le seul canal par lequel le virus est entré dans le pays ! Il organise maintenant une chasse à l'homme pour trouver tous les participants à cette réunion, désormais dispersés aux quatre coins du pays. Plusieurs chaînes de télévision et des groupes de l'extrême droite hindoue ont relayé l'idée que cela faisait partie d'une conspiration du « djihad corona » contre l'Inde !

Cette campagne a causé dans les quartiers musulmans une telle colère contre le gouvernement et ses représentants qu'on y a vu des habitants s'en prendre à des travailleurs de la santé réalisant des tests du Covid-19.

Il ne faut pas seulement éradiquer le coronavirus, mais aussi le virus du communautarisme !

Workers' Fight

Pénurie de médicaments : la faute à la mondialisation ?

La « mondialisation » est accusée, en plus d'avoir facilité la propagation du virus, de mettre en péril l'approvisionnement en produits de première nécessité, à commencer par le matériel médical et les médicaments.

Concernant la production de médicaments, il est indéniable que son organisation actuelle, à flux tendu et concentrée dans sa très grande majorité en Chine et en Inde, joue un rôle dans la pénurie. Des médecins et des personnels soignants, entre autres, le dénoncent depuis de nombreuses années. L'épidémie, avec l'explosion des besoins, vient aggraver un peu plus une situation très tendue.

Le bon sens commanderait évidemment de diversifier les lieux de production, et de constituer des stocks pour faire face aux aléas. Mais le bon sens n'est pas la priorité des capitalistes de la pharmacie : ils décident en fonction du montant de leurs profits, et choisissent quel médicament produire, où et à quel prix le vendre, et quels médicaments abandonner, même s'ils sont vitaux pour des milliers

d'individus, mais pas suffisamment profitables.

La production de médicaments est ainsi à l'image de toute l'économie, organisée en fonction de leurs intérêts et donc du profit qu'ils peuvent dégager, par les principaux trusts mondiaux, en concurrence les uns avec les autres. Produire à une échelle plus locale en évitant des transports inutiles serait sans doute plus rationnel dans bien des secteurs, mais la question essentielle est de savoir qui en décide, autrement dit dirige les entreprises, l'économie et la société.

« Relocaliser », par

exemple la production de médicaments, empêcherait-il les capitalistes de la pharmacie d'imposer leur loi à tous et de continuer à produire uniquement ce qui leur rapporte, même à flux tendu et en risquant la pénurie, pourvu qu'ils augmentent leurs profits ?

Maîtriser la production est une nécessité pour la société. Mais cela nécessite d'exproprier les grandes entreprises, de renverser la bourgeoisie et son État, pour organiser rationnellement l'économie sous le contrôle des travailleurs, et des consommateurs.

Jacques Le Gall